

MAINTENANT LE PEUPLE



2^e CONGRES MONDIAL DE LA CSI

VANCOUVER, DU 21 AU 25 JUIN 2010

MAINTENANT LE PEUPLE – DE LA CRISE À LA JUSTICE MONDIALE



ITUC CSI IGB

DOCUMENT SUR LE THÈME DU CONGRÈS

MAINTENANT LE PEUPLE

DE LA CRISE À LA JUSTICE MONDIALE

Introduction

Les délégué(e)s au 2e Congrès mondial de la CSI proviendront de pays frappés, d'une manière ou d'une autre et à différents degrés, par la crise mondiale. Pour les personnes qu'ils représentent, elle a souvent généré d'énormes privations et une grande insécurité. Et pour leurs syndicats, elle a aggravé d'anciens problèmes, auxquels sont venus se greffer de nouvelles difficultés.

Les syndicats ne sont pas les seuls à tenter de trouver une sortie à la crise et à vouloir que l'avenir soit nettement meilleur que le passé et que les injustices et la souffrance du passé ne se reproduisent pas. Mais de nombreuses causes de la crise sont fermement ancrées dans le monde du travail et ont un caractère global, raison pour laquelle le mouvement syndical international est confronté à des défis spécifiques qui impliquent des responsabilités mais offrent également quelques opportunités.

La CSI est convaincue qu'après des décennies d'injustice c'est à présent au tour du peuple – tous les peuples – de bénéficier des avantages de la mondialisation et que le chemin de sortie de crise doit directement mener à la justice sociale mondiale.

La partie I de ce rapport expose les domaines clefs d'action pour y parvenir. Toutefois, il met également en garde contre le réel danger de voir le monde replonger dans des injustices encore plus frappantes, si cette voie de sortie de crise ne serait pas marquée par une rupture claire avec les injustes orthodoxies du passé qui ont d'ailleurs échoué.

Le monde se trouve à la croisée des chemins entre un futur qui peut offrir un travail décent, un développement durable et équilibré, un meilleur niveau de vie et le respect des droits humains et un avenir qui plongerait des millions de personnes dans le chômage, la pauvreté et l'impuissance, avec tous les dangers et toute la souffrance que cela comporte.

Il incombe à la CSI de peser de tout son poids afin d'indiquer la voie à suivre pour que le monde progresse et ne recule pas. L'influence que la CSI peut exercer dépend néanmoins de ses propres performances, de ses capacités et de la manière dont elle peut conjuguer la force de toutes ses organisations affiliées en faveur des causes qu'elle défend.

La partie II de ce rapport se penche sur la CSI après pratiquement quatre ans d'existence, sur ses succès, ses faiblesses et ses défis. L'élan engendré par l'unification a été important et la CSI peut mettre à son crédit des accomplissements considérables. Mais il ne faudrait pas en conclure pour autant qu'elle a déjà développé son potentiel maximum ou que la tâche de construction du nouvel internationalisme est achevée. Cette partie du rapport est dès lors axée sur les actions à mener pour que la CSI devienne l'instrument pour lequel elle a été créée, celui d'une représentation efficace de tous les travailleurs/euses dans l'économie mondialisée.

Le rapport est accompagné d'un projet de résolution qui reflète son contenu et sa structure. Le débat en séance plénière au Congrès est organisé de sorte à promouvoir une discussion et une prise de décisions concrètes, chacune des deux parties étant abordée à des sessions séparées.

Les délégué(e)s sont invités à se pencher avec rigueur sur les questions qu'ils considèrent comme essentielles. À la suite du débat, le projet de résolution sera soumis à la Commission des Résolutions du Congrès, chargée d'introduire les amendements découlant du débat en séance plénière avant son adoption définitive.

Les décisions prises au Congrès à Vancouver ne seront pas moins importantes que les décisions historiques adoptées à Vienne en novembre 2006. J'espère que le présent rapport fournira la base adéquate pour permettre à toutes les organisations affiliées de contribuer à garantir que la CSI assume pleinement ses responsabilités afin de sortir les travailleurs/euses de la crise et de les conduire sur le chemin d'une justice sociale mondiale.

Guy Ryder

Secrétaire général CSI

PARTIE I

DE LA CRISE...

1. En approuvant le programme de fondation de la CSI à Vienne, les délégué(e)s au Congrès se sont engagés à «changer fondamentalement la mondialisation». Toutefois, peu d'intervenants à cette époque ont parlé d'une «crise de mondialisation». On peut raisonnablement estimer qu'à Vancouver, rares seront ceux qui n'en parleront pas. En effet, durant ces premières années d'existence de la CSI, un changement dramatique a ébranlé l'économie mondiale, davantage provoqué par l'énorme effondrement financier et l'ensemble de ses conséquences pour l'économie réelle et ceux qui y travaillent que par les efforts de l'internationalisme syndical.

2. L'effondrement financier a entraîné une crise sociale et de l'emploi sans précédent. Au moment de rédiger le présent rapport, 34 millions d'emplois étaient supprimés dans le monde entier, 64 millions de personnes supplémentaires plongeaient dans la pauvreté extrême et plus de 1,1 billion US\$ était mobilisé pour sauver les institutions qui endossent une lourde responsabilité dans la suite des événements. Le nombre d'emplois perdus continue d'augmenter et les perspectives d'un réel retour à la stabilité financière sont loin d'être réjouissantes. Les avis des politiciens et des commentateurs sont immanquablement partagés quant à leurs prévisions. Toutefois, ceux qui, inspirés par le regain des bourses de valeurs et par des bénéfices bancaires en nette augmentation, considèrent que nous avons déjà entamé le chemin de la reprise, et ne comprennent absolument pas la nature de la crise ni le coût humain qui est payé.

3. Les chiffres constituent en soi une preuve éloquent de l'énorme souffrance humaine, infligée majoritairement à ceux qui sont le moins en mesure de l'assumer et les moins impliqués dans ses causes. Telle est la raison pour laquelle la crise a suscité une indignation profonde et légitime ainsi qu'un sentiment d'injustice inacceptable, qui peut se conjuguer à des sentiments de désespoir, de crainte et de défensive, sans qu'ils ne disparaissent pour autant. La demande d'un changement est forte. Toutefois, rien ne la neutraliserait plus efficacement que la croyance qu'aucune alternative n'est offerte au modèle qui est à l'origine de la crise. Le mouvement syndical international occupe une place centrale pour édifier cette alternative et obtenir un soutien à sa mise en œuvre. La CSI doit être crédible et doit avoir une portée suffisante pour pouvoir chasser le modèle existant et le remplacer par un modèle qui réponde aux objectifs qu'elle partage avec de nombreux millions de citoyens dans le monde. Cette crise nous offre une occasion dans la mesure où elle donne une réelle chance d'assumer le mandat de Vienne d'opérer « un changement fondamental ».

Un pas en avant, ou deux pas en arrière?

4. Se pencher sur les dommages effroyables occasionnés par la crise ne signifie pas pour autant que la situation avant son déclenchement était favorable — loin de là. En effet, la CSI et ses organisations affiliées n'avaient pas mâché leurs mots dans leurs critiques à l'égard des failles de la mondialisation, en avertissant des dangers d'un effondrement. Avant la faillite emblématique de Lehman Brothers en septembre 2008, les travailleurs/euses aux quatre coins du monde avaient déjà été touchés par les effets de décennies d'érosion de leur part dans les revenus mondiaux. Les salaires s'étaient découplés de la productivité croissante, stagnant alors même que les profits montaient en flèche et que la croissance était soutenue. Le résultat est qu'aujourd'hui, dans de nombreux pays, la part salariale dans le revenu national est identique à celle des années 1930. En effet, une des causes de la crise réside dans cette stagnation du revenu du travail et dans l'accroissement des inégalités que beaucoup, s'appuyant sur la formation de bulles spéculatives, ont tenté de compenser par un endettement personnel à des niveaux dangereux. En devenant l'opium de certaines masses, la dette a causé une réaction en chaîne de débâcle financière.

5. Pour des millions de personnes, la situation était critique avant que le système n'entre en crise, en particulier pour ce qui est de l'accès aux produits alimentaires et à l'énergie. Durant les six années préalables au déclenchement de la crise financière, les prix mondiaux des aliments de base, tels que le maïs, le blé et le riz, ont augmenté respectivement de 190%, de 162% et de 318% limitant considérablement l'accès aux aliments de millions de pauvres. En juillet 2008, les prix du pétrole ont atteint un sommet historique de 147 \$ le baril tandis que le monde commençait à réaliser que les sources énergétiques et les systèmes d'approvisionnement actuels ne sont simplement pas durables. On peut discuter sur le fait que les crises alimentaire et énergétique ont davantage aggravé les conditions de vie et les niveaux de pauvreté que la débâcle financière. Quoi qu'il en soit, leur ampleur est comparable. Et si la récession mondiale peut avoir atténué temporairement la pression sur les prix, elle ne devrait être considérée que comme une rémission à court terme. Au moment de rédiger le présent rapport, le pétrole dépassait à nouveau les 80 \$ le baril et les prix du riz et du maïs se situaient approximativement à 50% au-dessus de leurs niveaux de 2006. Par conséquent, la malnutrition a connu une nette augmentation, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde dépassant le seuil d'un milliard en 2009.

6. Tandis que les responsables politiques se concentrent de manière bien compréhensible sur la sortie de récession de l'économie mondiale et sur le chemin à emprunter pour une reprise durable, la CSI et ses organisations affiliées sont confrontées à un amalgame important de dangers et de possibilités; et c'est à cet égard que le Congrès offre une occasion de les aborder.

7. Le principal danger réside dans un retour à la situation d'avant crise comme si de rien n'était, où le modèle précédent serait rafistolé tout en conservant certaines de ses caractéristiques les plus préjudiciables et injustes. Celles-ci seraient d'ailleurs aggravées par les politiques de réduction de la dette publique héritée des dépenses effectuées par les gouvernements afin de renflouer les institutions financières et de mettre en œuvre des programmes de relance nécessaires pour stimuler la croissance économique et sauvegarder l'emploi.

8. Sur cette base et en l'absence d'un changement fondamental, pour les travailleurs/euses, la situation postérieure à la crise pourrait s'avérer plus

grave que celle qui la précédait. C'est à cette situation précisément que mèneraient certaines des stratégies de sortie qui sont actuellement élaborées: une tendance à des taux de croissance plus lents; des taux de chômage plus élevés; de nouvelles réductions des salaires et des niveaux de vie; et des diminutions considérables des dépenses publiques, conjuguées à des appels à encore plus de flexibilisation du marché du travail et à une charge fiscale plus lourde imposée à ceux qui sont le moins bien placés pour l'assumer.

9. Si tel était le cas, la crise mondiale ne représenterait pas un moment de rupture avec les trois dernières décennies d'orthodoxies qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, des pauvres et des politiques d'égalité, mais elle serait plutôt l'occasion pour ceux qui sont intéressés par sa survie de donner un tour de vis supplémentaire. Non seulement les travailleurs/ses seraient la principale victime de la crise mais ils seraient également ceux qui sont amenés à payer la facture pour en sortir. À l'énorme souffrance humaine causée par les pertes d'emplois, de maisons et de pensions viendraient se greffer les difficultés d'une nouvelle aggravation des conditions du marché du travail et d'un dur climat de rigueur budgétaire et de réduction des services publics.

10. Cette perspective est loin du discours des dirigeants politiques de toutes les tendances aux moments les plus dramatiques de la crise, lorsque l'effondrement de l'ensemble du système financier semblait une possibilité réelle et imminente. Dans un brasier collectif des orthodoxies établies, leur nouveau consensus rapidement recueilli – bien que vague – s'est déclaré en faveur d'un changement radical du fonctionnement de l'économie mondiale, en commençant par des actions sans précédent visant à relancer la croissance et à entreprendre un processus profond de réglementation des institutions et des marchés financiers. L'avidité et l'irresponsabilité du passé ainsi que les injustices et les inégalités qui allaient de pair ne seraient pas permises. Le travail décent, la justice sociale et une mondialisation équitable étaient enfin inscrits à l'ordre du jour et le G20 était mis sur pied pour veiller à ce que ce changement soit opéré.

11. La satisfaction des syndicats face à l'écho qu'ont trouvé les politiques et les valeurs promues de longue date par la CSI dans les discours des politiciens, qui leur avaient manifesté antérieurement peu de sympathie, a été renforcée par l'accès de la CSI aux premiers Sommets des dirigeants du G20 à Washington, à Londres et à Pittsburgh ainsi que par son incidence sur ceux-ci. Des signes d'un changement de paradigme, d'une réelle chance d'un nouveau départ pour la mondialisation et d'une nouvelle donne pour les travailleurs/euses aux quatre coins du monde ont commencé à voir le jour. Toutefois, un tel optimisme a été, et est, tempéré par la prise de conscience que ceux intéressés par le maintien du modèle existant préparaient activement, dès le début, sa défense. En outre, alors que l'économie mondiale montrait des signes de timide reprise et que les institutions financières, qui avaient été sur le point de s'effondrer, retrouvaient une certaine stabilité et rentabilité grâce aux financements publics, cette défense a gagné la confiance et est devenue de plus en plus combative. Alors que Wall Street n'affichait aucun complexe qu'elle aurait pu avoir par rapport à un retour aux excès de sa culture de bonus, elle et ses alliés se sont opposés avec de plus en plus de véhémence à l'agenda réglementaire dont la nécessité urgente avait pourtant été démontrée par la crise.

12. C'est dans ce contexte de fluctuation et d'incertitude que le Congrès se réunit. Les occasions offertes par la crise d'opérer un changement fondamental n'ont pas disparu. Toutefois, la sensation déconcertante que la fenêtre d'opportunité se referme est de plus en plus vive. Plus imminent est également le danger que sans réels progrès significatifs dans un délai relativement court, la sortie de la crise ne mènera pas à la justice sociale mondiale mais nous ramènera plutôt dans cette spirale descente dans laquelle croissent les inégalités et des injustices au travail et dans la société.

13. Il est particulièrement préoccupant que l'élan politique en faveur de progrès risque de se dissiper. Le fait même que les appels retentissants à un changement radical soient provenus, dans un premier temps, de l'ensemble de l'échiquier politique indique qu'ils ont été plus motivés par la panique et les instincts primaires de survie que par la conviction. De plus, en dépit de résultats positifs notables – par exemple, aux États-Unis, en Amérique latine et au Japon – les politiques n'ont pas non plus fourni de preuves démontrant que les demandes populaires de changement trouvent des réponses convaincantes dans un programme progressiste, et encore moins dans un programme cohérent au niveau mondial. En effet, les élections au Parlement européen en 2009 ont plutôt indiqué une tendance à opter pour les valeurs connues du passé en période d'incertitude et de désillusion.

14. Les syndicats ne devraient pas s'attribuer seuls la tâche d'édifier une vision alternative d'une économie mondiale répondant aux notions de base de la justice sociale, notamment parce qu'il est fort probable qu'ils aient peu de possibilités d'y parvenir en solo. Toutefois, ils peuvent et doivent y contribuer et leur responsabilité devient plus importante dans la mesure où les échecs ou la timidité des autres acteurs deviennent plus apparents. «À problèmes mondiaux, solutions mondiales» a constitué le cliché le plus éculé de la crise. Il a servi d'excuse facile aux dirigeants politiques nationaux pour s'acquitter de toute responsabilité des erreurs politiques graves à l'origine de la crise en alléguant leur impuissance face aux «forces mondiales». Toutefois, il est important de souligner qu'une grande partie des actions que doivent à présent mener les syndicats ne peuvent être réalisées qu'à travers l'internationalisme, à travers la CSI et lors de ce Congrès.

De la crise à la justice mondiale

15. Une difficulté à laquelle est confrontée la mise en œuvre du mandat de la CSI pour opérer un changement fondamental dans la mondialisation est le risque d'être jugé irréaliste. Si on ajoute à cela le besoin pressant de livrer des batailles urgentes en vue de trouver progressivement des solutions adaptées aux problèmes spécifiques, il est clair qu'il existe un réel danger de passer d'une grande lutte pour un nouveau modèle ou paradigme à un programme plus restreint de réhabilitation du modèle existant. La différence se situe entre le changement qualitatif et quantitatif, entre la réparation du vecteur actuel de mondialisation et son remplacement par un qui soit différent et meilleur.

16. La proposition soumise au Congrès plaide en faveur de l'option la plus ambitieuse dans la mesure où l'expérience des trois dernières décennies et nos circonstances actuelles l'exigent. Au cas où le Congrès partagerait cette ambition, il devra confirmer ce qu'il considère comme nécessaire pour donner effet à un changement radical dans des termes qui soient suffisamment crédibles, et en même temps, qui aient assez de substance

pour redéfinir la position des travailleurs/euses dans un nouvel ordre mondial qui mette un terme aux injustices du modèle actuel et empiète sur ses effets accumulés. Les grandes lignes des éléments clefs de la transition de la crise à la justice sont exposées ci-dessous. Chacun de ces éléments semble essentiel et le Congrès peut en ajouter. Il semble néanmoins également évident que tous doivent être mis en œuvre puisqu'ils sont étroitement liés et si l'un d'entre eux n'était pas pris en compte ou s'en détachait, l'entière du projet aurait peu de chances de réussir. La CSI doit adopter et poursuivre un programme intégré en faveur d'un changement regroupant au moins les six éléments suivants.

Les emplois avant tout: le travail décent pour tous

17. La crise a mis clairement en exergue la portée dramatique du chômage à l'échelle mondiale. Toutefois, on a trop facilement oublié que ce que l'OIT a dénommé «le déficit de travail décent mondial» est une réalité tragique et croissante depuis de nombreuses années. Les 34 millions d'emplois perdus à cause de la crise viennent s'ajouter à quelque 178 millions de chômeurs déjà existants, le sous-emploi de longue durée étant une réalité moins facilement quantifiée dans de nombreux pays. En outre, le fait que 50,6% de la main-d'œuvre totale est, à nouveau selon l'OIT, en situation d'emploi vulnérable et que 633 millions de travailleurs/euses et leurs familles sont définis comme des travailleurs pauvres témoigne de la nécessité de remédier à la dégradation dramatique de la qualité du travail et de la vie professionnelle d'un grand nombre de travailleurs/euses. Et en particulier des femmes, qui réalisent 66% du travail à l'échelle mondiale, produisent 50% des aliments, mais ne perçoivent que 10% de revenu et possèdent seulement 1% de la propriété. De plus, comme la distribution mondiale du revenu est passée du travail au capital, nombreux sont les travailleurs qui se sont inévitablement retrouvés piégés dans la pauvreté et la misère. Pour eux, cette situation est aux antipodes du mirage d'opportunités et de prospérité préconisé par les défenseurs de la mondialisation néolibérale. Ils ne prétendaient pas seulement élever les inégalités à des niveaux toujours supérieurs et inacceptables mais aussi bloquer les possibilités d'une mobilité sociale. L'idée de travailler dur et de progresser n'est plus d'application. Plus que jamais, la meilleure manière de s'enrichir est de naître riche et la raison la plus probable d'être pauvre est d'être né pauvre. Ce système préserve les privilèges et perpétue la pauvreté.

18. Cette situation a été, en grande partie, provoquée par l'abandon conscient et idéologique du plein emploi comme principal objectif de la politique publique, qui avait fait l'objet d'un large consensus social et était assumé comme une responsabilité de l'État. En effet, selon la Convention 122 de l'OIT, adoptée en 1964, la promotion du plein emploi, librement choisi et productif doit être l'objectif essentiel de la politique économique et sociale. La mondialisation a non seulement servi d'excuse pour y renoncer – il était soi-disant simplement impossible de mettre en œuvre des politiques nationales pour le plein emploi dans le contexte de la mondialisation – et a ajouté ses propres effets toxiques étant donné que la capacité à délocaliser la production et les emplois a exercé une pression à la baisse sur les conditions de travail. Ce qui est arrivé à l'échelle nationale a été reproduit à l'échelle mondiale dans la mesure où les Institutions financières internationales, au mépris de leurs propres objectifs constitutionnels, ont refusé de faire de la création d'emploi une priorité politique explicite, aggravant ainsi la tragédie du chômage. À l'instar de maints gouvernements, elles ont fait la sourde oreille aux appels à l'action en matière d'emploi, prenant fait et cause pour le fondamentalisme du marché libre et considérant qu'il était futile et peu judicieux d'agir autrement.

19. Il est important de souligner, que dès le début du siècle dernier, cette orthodoxie a été défiée par l'agenda du travail décent mettant l'accent sur la nécessité d'un emploi de qualité pour tous, le plein respect des droits fondamentaux des travailleurs/euses, une protection sociale adéquate et un dialogue social fonctionnant bien. Cet agenda a été largement accepté de façon formelle, en particulier auprès des organisations du système multilatéral, notamment les Nations unies elles-mêmes, ainsi que par un nombre impressionnant de gouvernements pris individuellement. Cependant, passer de ce concert d'approbation à la mise en œuvre de politiques concrètes pour le plein emploi et des emplois de qualité est resté un défi qui n'a pratiquement pas été relevé – défi renouvelé par la destruction massive des emplois durant la crise et placé au premier plan.

20. La réponse internationale à ce défi comporte des aspects encourageants. La CSI, en étroite collaboration avec la TUAC, a joué un rôle considérable pour que le G20 élargisse sa portée initiale, en passant des problèmes exclusivement financiers à l'examen de l'impact de la crise sur le plan social et sur le travail. L'OIT a été intégrée dans le processus du G20, et durant le Sommet à Londres en avril 2009, les dirigeants du G20 se sont engagés à «faire tout le nécessaire pour restaurer la confiance, la croissance et les emplois». Le Pacte mondial pour l'emploi, négocié et adopté conjointement par des représentants des travailleurs, des gouvernements et des employeurs lors de la Conférence internationale du travail en 2009, ne constitue pas seulement un engagement international tripartite à placer le travail décent au cœur de la réponse à la crise mais fournit également une orientation très utile sur la manière d'y parvenir. Il part du principe que la création d'emplois ne peut simplement découler d'une éventuelle reprise de la croissance économique avec le décalage habituel, mais doit être promue vigoureusement afin de mener la sortie de la crise et d'être maintenue par la suite. Le rôle vital joué par les services publics, tels que l'éducation et la santé, pour répondre aux besoins tout en investissant dans le futur constitue une partie centrale du Pacte.

21. Malgré les niveaux d'endettement public générés dans certains pays par les mesures de relance et les sauvetages financiers, des raisons irréfutables justifient le maintien de ces mesures publiques déjà supposées avoir sauvé quelque 21 millions d'emplois jusqu'à ce que la reprise soit solide et durable. Le rééquilibrage des comptes publics dépend avant tout d'un retour à une croissance génératrice de revenus et à un taux élevé d'emploi. Retirer les mesures de relance reviendrait à présent à stopper le traitement qui maintient en vie un patient gravement malade, risquant de replonger le monde dans une récession à double creux. Il n'y a dès lors pas lieu de prendre ce type de risque.

22. Toutefois, les ressources étant rares et la création d'emplois devant être la priorité absolue, il est essentiel que les mesures de relance visent consciemment à maximiser leur contenu en emploi, ce qui n'a pas toujours été le cas jusqu'à présent. En acceptant le postulat selon lequel il n'y a pas de solution standard optimale qui puisse s'appliquer à tous les pays, ces impératifs en matière d'emploi mettent en exergue l'importance du rôle que peuvent jouer les syndicats dans l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de relance, sans jamais perdre de vue l'objectif de l'emploi.

Un retour à l'équité et à la justice sur le marché du travail

23. Tout comme dans la période préalable au krach de 1929, suivi de la Grande dépression, la crise d'aujourd'hui a été précédée d'un accroissement considérable et soutenu des inégalités dans et entre pratiquement toutes les sociétés. Et ce n'est pas par hasard que l'impact de la crise a été plus important justement là où cette concentration de richesses et de revenus est la plus grande. Il est remarquable que cette tendance ait tant duré et soit allée si loin sans être questionnée; ceci est également révélateur de l'abdication des responsabilités gouvernementales et de l'échec des politiques et des opinions progressistes.

24. Ce glissement vers l'injustice a marqué l'entrée dans la période postérieure à la guerre froide, alors que prédominaient le fondamentalisme du marché libre et l'opinion généralisée selon laquelle il n'existait aucune alternative à un processus de mondialisation alimenté par la libéralisation et la déréglementation. Cette situation a entravé la construction d'alternatives et signifie également que les causes premières de la croissance des inégalités et de leurs pires manifestations se trouvent à présent au niveau des marchés du travail. Ceci signifie également que c'est dans le monde du travail et à travers lui que doit commencer la lutte contre l'injustice.

25. Pour les travailleuses, et tous ceux qui dépendent entièrement ou en partie de leurs revenus, la discrimination en matière de genre au travail renforce davantage les inégalités. L'écart salarial entre hommes et femmes s'élève toujours à 17% au moins dans le monde entier, alors qu'aucune tendance ne semble indiquer qu'il se réduise. Ceci reflète une confiscation massive des revenus des femmes, qui augmente au fur et à mesure que leur participation au marché du travail croît et qui vient se greffer à de nombreux autres éléments de désavantage auxquels elles doivent faire face.

26. Une grande partie de l'opinion considère la croissance des inégalités comme une conséquence pratiquement inévitable de la mondialisation. L'augmentation considérable de l'offre de main-d'œuvre dans l'économie mondialisée résultant de l'entrée de la Chine, de la participation croissante de l'Inde et de la fin de la division entre l'Est et l'Ouest en Europe a changé radicalement le rapport entre le travail et le capital au détriment des travailleurs/euses. Dans le même temps, la mobilité des capitaux découlant de la libéralisation et de l'innovation technologique permet de délocaliser les emplois et la production afin de tirer profit des écarts de rémunération. À ceux qui s'opposent à cette spirale descendante de la concurrence destructive, il leur est répondu que, malgré la souffrance qui peut être causée à certains travailleurs/euses, elle constitue en fait une opportunité libéralisatrice pour des millions d'autres travailleurs, en particulier dans le monde en développement. S'y opposer est présenté comme un réflexe égoïste et protectionniste des privilégiés au détriment des pauvres aspirant à un futur meilleur et comme une barricade anachronique contre les progrès induits par le marché.

27. Les syndicats sont en mesure de riposter à ces idées, tout d'abord en mettant l'accent sur les dommages causés par les politiques inégalitaires et l'échec à ouvrir de réelles voies de sortie de la pauvreté dans le monde ou à promouvoir un développement durable et équilibré, nonobstant les cas emblématiques de la Chine et de l'Inde avec leurs performances de croissance indéniablement spectaculaires. Toutefois, les syndicats sont toujours loin de gagner définitivement le débat. Les deux objections de l'inévitabilité et de l'égoïsme supposé de l'opposition doivent encore être surmontées. Pour ce faire, de nouvelles attaques vigoureuses sont nécessaires contre certains des fondements de l'injustice – en commençant par la garantie du respect universel des droits humains au travail.

28. Il est devenu courant d'entendre que la négation très répandue des droits fondamentaux des travailleurs/euses et l'absence de voies de recours efficaces en cas de violation sont au cœur des problèmes de la mondialisation. Malgré les progrès obtenus – notamment la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998, qui définit ces droits et garantit un engagement universel à les faire respecter, – il n'en reste pas moins qu'une répression flagrante et systématique des droits des travailleurs/euses peut persister et, de fait, persiste sans qu'il n'y soit remédié. Le fait que le pays qui est devenu le plus grand exportateur du monde considère que l'exercice du droit de s'organiser librement et de négocier collectivement est une question de politique d'État témoigne de l'ampleur des abus et de ses conséquences.

29. Les premières réponses syndicales internationales à cette situation se sont axées – non sans controverse – sur les tentatives pour lier l'accès aux marchés au respect des droits des travailleurs/euses. Tel a été particulièrement le cas lors de l'établissement de l'Organisation mondiale du commerce et durant ses premières années de fonctionnement. Toutefois, tandis que l'OMC édifiait des barrières protectrices autour de son étroite conception de son propre mandat afin d'exclure l'examen de toute question sociale liée au commerce, notamment du cycle de négociations de Doha en cours, l'attention est passée d'un agenda commercial multilatéral à un agenda bilatéral et régional – avec quelques résultats positifs. Cependant, alors que le cycle de Doha traîne en longueur pour arriver à une conclusion incertaine, et qu'il s'éloigne de plus en plus de son étiquette de «développement», il devient nécessaire plus nécessaire d'insister pour qu'il prenne la décision claire de placer les questions liées au travail – et en particulier les droits – au cœur de ce qu'il y aura après lui.

30. Les activités autour des questions commerciales sont un des aspects de la stratégie actuelle de la CSI visant à promouvoir le respect universel des droits fondamentaux au travail et méritent une attention dans la mesure où elles peuvent contribuer à changer la direction que prendra la mondialisation en sortant de la crise. Mais bien plus d'actions sont menées de manière permanente pour aborder des situations nationales, en particulier celles où les droits font l'objet de violations immédiates et, dans certains cas, brutales. Ce travail constitue un élément central du programme général d'activités de la CSI et aborde toutes les catégories des droits fondamentaux. Aussi cruciale qu'est certainement la lutte contre la discrimination, le travail des enfants et le travail forcé, il n'en reste pas moins que la lutte pour garantir le droit d'organisation et l'exercice effectif des droits de négociation collective revêt sans aucun doute une énorme importance dans les circonstances actuelles.

31. La négociation collective a démontré être un mécanisme puissant pour assurer un partage équitable des fruits de l'activité économique. Lorsqu'elle est bien établie, elle garantit l'équité au travail et dans la répartition des revenus. Lorsqu'elle est faible ou inexistante, il en résulte

généralement une absence d'équité au travail et dans la société et des concentrations importantes de richesses et de revenus coexistant avec des privations significatives. L'érosion généralisée de la couverture de la négociation durant les dernières décennies a énormément porté atteinte à la cohésion sociale et à la cause de la justice sociale. Elle a, en outre, contribué considérablement à faciliter le déclenchement de la crise et à entraver la reprise. Ceci s'explique par le fait que la négociation collective met de l'argent dans les poches des travailleurs/euses, ce qui se traduit par une véritable demande stimulant l'activité économique. Son absence freine la croissance soutenue et suscite la tentation de contracter des dettes personnelles excessives.

32. La question n'est pas de savoir s'il est nécessaire d'élargir la négociation collective mais comment y parvenir lorsque des intérêts puissants – ceux de la minorité du côté privilégié du fossé qui polarise les sociétés – cherchent à l'affaiblir davantage. De nombreux employeurs ne cachent pas leur intention d'éluder ou de détruire la négociation collective avec leurs employés simplement à des fins d'intérêt personnel. D'autres citent le handicap que peuvent représenter des conditions de travail négociées dans un contexte d'accélération de la concurrence mondiale ou font référence à la supériorité morale présumée des relations individuelles avec leurs employés.

33. Deux modes d'action complémentaires doivent être poursuivis. Le premier a trait aux responsabilités du gouvernement. Dans l'environnement actuel, même une position de neutralité des autorités pourrait sembler être la bienvenue, mais en fait la responsabilité de l'État va bien au-delà: la Convention 98 de l'OIT requiert une politique de promotion de la négociation collective et la Déclaration de 1998 engage les États membres à garantir l'application effective de ce droit dans la pratique. Bien qu'il reçoive beaucoup moins d'attention que les lacunes politiques dans des domaines qui sont plus visibles ou risquent plus de soulever un tollé dans l'opinion publique, le fait est que le comportement du gouvernement répond rarement à ces critères. Nombreux sont ceux qui, au contraire, soucieux de favoriser les entreprises et les investissements, semblent être plus enclins à admettre le déclin des pratiques de négociation dans la mesure où c'est, en quelque sorte, conforme à leurs notions de modernité et d'intérêt national. Par conséquent, il est réellement nécessaire que le syndicalisme tire profit de la tendance actuelle au changement afin que les gouvernements reconnaissent que le non-respect de leurs obligations en matière de négociation collective constitue une des graves erreurs à l'origine de la crise et qu'ils œuvrent pour les corriger.

34. Un environnement nettement plus avantageux et propice serait ainsi établi pour que les syndicats relèvent leur deuxième défi permanent: obtenir de chaque employeur la reconnaissance et les facilités pour négocier. Les circonstances nationales requerront des approches différentes et, très souvent, suffisamment de réalisme pour accepter que les seules stratégies efficaces soient celles basées sur l'exercice par les syndicats d'une pression suffisante sur leurs cibles. Toutefois, pour la CSI et ses organisations affiliées, ce défi pose trois questions claires: quelles actions doivent être menées pour que l'extension de la négociation soit réellement placée au rang de priorité?; comment les centrales nationales peuvent-elles contribuer de la manière la plus adéquate et efficace possible à cet objectif?; et quelle est la dimension internationale de ce programme?

35. La dernière question met un nouvel accent sur la nécessité – bien reflétée dans le programme d'action adopté lors du Congrès fondateur de la CSI – de développer un programme international de syndicalisation et de négociation, non pas en tant qu'idée mais en tant qu'instrument pratique. À ce jour, la reconnaissance du potentiel d'un tel programme a dépassé une claire définition de son réel contenu et de son application. Compte tenu du rôle primordial des Fédérations syndicales internationales pour traiter avec les employeurs à l'échelle internationale, le Conseil des Global Unions, établi juste après la fondation de la CSI en tant qu'instrument pour un partenariat structurel avec les FSI et entre elles, axé dans une grande mesure sur la syndicalisation et la négociation, est placé stratégiquement pour promouvoir ce programme, en particulier dans le cadre de la négociation des accords-cadres mondiaux avec les entreprises multinationales. Dans le même temps, la CSI a assuré la coordination de positions syndicales par rapport aux questions plus générales de la responsabilité sociale des entreprises et auprès d'organes internationaux, notamment le Pacte mondial (Global Compact) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

36. Parallèlement aux violations des droits, une deuxième tendance à long terme sur les marchés du travail apparaît comme une source toxique d'injustice et d'inégalité: le mouvement continu vers la précarité et l'informalisation.

37. Ces termes couvrent, en réalité, plusieurs processus différents mais se renforçant mutuellement – le recours à des contrats à durée déterminée, l'externalisation, la sous-traitance, les agences de placement – qui, conjugués à la croissance de l'activité informelle en dehors du cadre de protection de la législation du travail et du travail strictement clandestin, se sont combinés pour faire du monde du travail un lieu précaire, dangereux et inhospitalier pour de nombreux millions de travailleurs.

38. Bien que le processus ait, dans certains cas, été imperceptible, la distance parcourue depuis la norme antérieure, sans doute idéalisée, de l'emploi sûr, à temps plein et permanent est énorme. Selon le premier mantra, à présent lointain, personne ne pouvait plus espérer garder le même emploi durant toute sa vie professionnelle en période de changements rapides. Aujourd'hui, la situation est telle que l'OIT estime comme indiqué au paragraphe 17, qu'une étroite majorité de la main-d'œuvre mondiale est à présent en situation d'emploi vulnérable quelle qu'en soit la modalité. Une partie de cette dégradation résulte d'une attaque concertée contre la relation de travail, dont dépendent de nombreux avantages professionnels et la protection sociale, et en faveur de son remplacement par des relations à caractère purement commercial.

39. Ces processus peuvent être complexes et les questions en jeu peuvent sembler obscures, mais leurs implications pour les organisations syndicales, pour les conditions de travail et de vie et pour la cohésion sociale sont toutes évidentes et trop souvent dévastatrices. Être pris au piège dans une activité informelle ou dans un cycle imprévisible d'emplois précaires représente pour de nombreux travailleurs un aller simple vers l'exclusion sociale à long terme, dont les victimes sont en particulier les jeunes et les femmes. La perte spectaculaire et tragique des emplois dans la crise actuelle s'est alourdie en raison de la manière dont les employeurs ont pu se défaire de leur main-d'œuvre précaire à un coût et dans un délai minimums - circonstances qui ont fait du licenciement le premier et non le dernier recours.

40. Tout comme dans le cas de la lutte pour les droits au travail, les syndicats ne peuvent se faire d'illusions à propos de l'urgence ou de l'ampleur du défi de précarité et d'informalité au travail mais doivent renforcer leurs stratégies pour inverser les tendances à long terme qui peuvent sembler inévitables et qui sont jugées nécessaires et favorables par ceux qui en bénéficient. Des progrès ont été accomplis pour réfuter l'argument, autrefois très répandu, selon lequel l'informalité devait être encouragée comme une source dynamique de travail et de moyens de subsistance contribuant considérablement à la réduction de la pauvreté et à la relance du développement. L'informalité a plutôt été identifiée comme un barrage sur la voie du développement. L'agenda actuel est orienté vers la formalisation de l'emploi et, pour les syndicats, l'organisation de la main-d'œuvre toujours informelle. Mais la tâche demeure énorme.

41. La dynamique des autres sources de précarité et de vulnérabilité au travail est différente précisément parce que la dégradation du travail continue d'être accueillie favorablement et encouragée par ceux qui en bénéficient – en particulier les employeurs – vu qu'elle leur offre les avantages compétitifs d'un marché du travail et d'une main-d'œuvre flexibles. Les gouvernements ont des positions différentes par rapport à leur attachement aux dispositions du marché du travail national qui peuvent freiner cette dégradation mais, dans l'ensemble, ils restent dévoués à l'agenda de déréglementation qui la perpétue. Le refus de marquer un nouveau tournant décisif a semblé évident lorsque le Groupe des travailleurs n'a pas réussi à obtenir un soutien suffisant à l'adoption d'une Convention de l'OIT sur le travail en sous-traitance, un échec qui a néanmoins mené à l'adoption de la Recommandation non contraignante sur la relation de travail en 2006.

42. Bien que tardivement, la crise offre une nouvelle occasion de prendre des mesures décisives pour faire face à la marée montante de la précarité, comme pierre angulaire d'un programme d'après-crise pour la justice sur le marché du travail. Les syndicats devront certainement continuer de résister aux assauts contre les protections établies en matière d'emploi en regagnant, dans la mesure du possible, du terrain. Toutefois, afin d'opérer un changement qualitatif et transformationnel, les gouvernements devront, individuellement et collectivement, aborder à nouveau la cause de l'équité et de la justice au travail, délaissée par beaucoup d'entre eux il y a plusieurs décennies.

Fermer le casino

43. Face à la débâcle financière de 2008-2009, une terrible catastrophe a uniquement été évitée grâce à une intervention publique massive et extrêmement coûteuse pour sauver des institutions dont l'avidité, l'incompétence et l'imprudence avaient entraîné l'effondrement. Cette débâcle a donné du poids à l'argument apparemment incontestable d'une réforme et d'une réglementation à grande échelle des marchés et acteurs financiers. En effet, l'acceptation publique des énormes dépenses de l'argent des contribuables dans des plans de renflouement était basée sur l'idée non seulement que les institutions ainsi sauvées seraient responsables du remboursement de ces montants mais également qu'on les empêcherait de revenir à la situation antérieure. Fermer le casino faisait partie de l'accord.

44. Avant le déclenchement de la crise, le mouvement syndical international avait largement dénoncé, en solitaire d'ailleurs, la manière dont «l'économie financière» était parvenue à dominer «l'économie réelle». Le problème allait même au-delà du danger systémique que représentait un comportement non réglementé et incontrôlé d'un secteur financier brassant d'énormes sommes d'argent par rapport à l'avenir de millions de personnes qui n'en faisaient pas partie et n'en tiraient aucun bénéfice. C'est une telle attitude qui, sur les marchés des sub-primes des États-Unis, a finalement été le détonateur de la crise financière. En outre, à travers les opérations des fonds d'investissement privé et des hedge funds en particulier, un processus de «financiarisation» des entreprises et de leur comportement s'est mis en place, exerçant une plus grande pression sur les conditions d'emploi de nombreux travailleurs/euses. Louée par certains comme une saine thérapie de choc capable de redresser des entreprises moribondes ou en difficulté, dans la majorité des cas, cette financiarisation, fondée sur l'idée de l'entreprise comme un simple ensemble d'actifs financiers dont le plus grand profit possible doit être tiré dans les plus brefs délais, s'est avérée destructrice d'emplois, sapant les bonnes relations professionnelles et les conditions de travail. En outre, elle a mis en danger la pérennité d'entreprises pourtant considérées comme viables. En bref, elle a marqué la soumission de l'économie réelle et des véritables besoins de la population à une économie financière servant les intérêts de spéculateurs au détriment de tous les autres.

45. La crise a suscité une violente réaction populaire contre des pratiques liant, comme dans un casino, les fonds d'investissement privé, la spéculation, le rachat d'entreprise par effet de levier (LBO), la maximalisation de la valeur des actions à court terme et la culture de brassage de millions de dollars de bonus sans aucun égard pour l'équité et la décence. Des dirigeants politiques qui avaient grandement contribué à les encourager ont fait particulièrement preuve d'acharnement dans leur condamnation. Conjuguée à une opinion publique critique sur le coût des mesures de renflouement, cette situation a insufflé une puissante dynamique favorable à la réglementation au cœur du programme original du G20, lors de son premier Sommet à Washington en novembre 2008. Elle reste au premier plan de l'agenda politique mondial et la CSI, de concert avec la TUAC, a mis en avant des propositions détaillées quant aux mesures à adopter. Toutefois, l'évolution suscite de réelles préoccupations par rapport à au moins deux aspects.

46. Tout d'abord, le processus de réglementation a été délégué par le G20 au FMI et, à travers ce dernier, au nouveau Conseil de stabilité financière (CSF) élargi. Pendant une longue période, le CSF n'a pas répondu favorablement aux demandes de consultations avec les syndicats. Composé de représentants des banques centrales et des ministres des Finances, il opère avec une absence presque totale de transparence. Son mandat pourrait facilement être assimilé à une tâche confiée à ceux portant la lourde responsabilité du chaos actuel afin qu'ils élaborent les mesures de sortie de crise et l'empêchent de se reproduire en échappant aux inconvénients d'un contrôle public.

47. Ce scénario n'inspire pas la confiance, de surcroît face à un recul évident du consensus et de la volonté politiques en faveur d'une action décisive. Ceci est partiellement dû aux intérêts nationaux divergents mais principalement à la résistance de plus en plus grande de la communauté financière elle-même. Une fois sauvés de la disparition par les gouvernements, les acteurs financiers clefs, dopés par une nouvelle confiance

suscitée par une plus grande stabilité du marché et leur retour rapide à de plantureux bénéfices, essaient à présent d'écarter l'agenda axé sur la réglementation pour réaffirmer agressivement leur droit de ne pas être contraints pas les gouvernements. Les arguments habituels sont à nouveau avancés au sujet des dangers d'une réglementation excessive, d'une entrave au rôle des finances pour lubrifier les rouages de l'économie et de l'ingérence d'un secteur public fort. Loin d'être convaincants, mais au-delà de leur mérite intrinsèque et en raison des puissants intérêts qui les promeuvent, ils influent sur l'opinion de plus en plus hésitante, indécise et partagée des gouvernements.

48. En poursuivant leurs efforts pour promouvoir la cause d'une réforme des marchés financiers et empêcher une nouvelle montée des finances sur l'économie réelle, les syndicats pourront probablement compter sur les excès continus de ceux à qui ils doivent s'opposer. Le tribunal de l'opinion publique ainsi que les cours pénales les jugeront. Les brefs moments de contrition publique ont fait place à un retour de l'arrogance habituelle et de l'auto-attribution d'énormes bonus. Alors que les travailleurs/euses continuent de faire face à de profondes difficultés, ceux qui pensent être trop grands pour échouer font preuve de mépris vis-à-vis de ceux qu'ils jugent trop petits pour être importants. Les profits enregistrés actuellement et qui, dans certains cas, ont permis le remboursement anticipé des fonds publics de sauvetage tirent leur origine dans la disponibilité de fonds publics peu coûteux offerts aux banques qui les ont prêtés ensuite à des taux d'intérêt élevés dans un contexte de pénurie généralisée du crédit. Dans ce contexte, l'opinion publique reste fort critique, ce qui offre aussi des opportunités.

49. C'est dans ces conditions toujours favorables que la CSI continue de faire campagne vigoureusement pour introduire une taxe internationale sur les transactions financières. Cette taxe, à laquelle s'opposent résolument les groupes de pression des intérêts financiers, aurait le double avantage de placer une charge raisonnable des coûts de la crise sur ses responsables, qui sont tout à fait en mesure de l'assumer et, dans le même temps, de générer des ressources nécessaires à une consolidation fiscale ainsi que de respecter les engagements actuels ou futurs pris au niveau mondial, notamment en ce qui concerne les Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU (OMD) et la lutte contre le changement climatique.

50. Contrairement aux déclarations de ses détracteurs, une taxe sur les transactions financières s'avère possible, juste et nécessaire; en outre, elle présente de clairs avantages par rapport aux options concurrentes, telles des prélèvements sur les banques ou des assurances. Pendant des décennies, les taux des impôts sur les sociétés se sont fait concurrence jusqu'à atteindre des minimums historiques avec une fiscalité à taux unique à la limite de pratiques fiscales régressives. Ceci, combiné au danger que les stratégies de sortie de crise aggravent davantage une crise distributive déjà dramatique en soi, fait qu'il est temps que la taxe sur les transactions devienne la pièce maîtresse d'un retour nécessaire et urgent à des politiques fiscales justes et progressives.

Opter pour le vert

51. La crise s'est déclenchée à une période où le monde était confronté à la nécessité d'entreprendre une action urgente et de grande portée pour combattre le changement climatique. Il est vrai qu'il est en fait mention dans le Programme d'action adopté par le Congrès fondateur de la CSI – bien que dans une unique phrase très brève du 16^{ème} paragraphe d'un document de 55 paragraphes appelant à la fin des pratiques de consommation non durables et à la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Ce sont les preuves scientifiques et l'expérience personnelle par rapport à la réalité du changement climatique ainsi que la reconnaissance des conséquences dramatiques et potentiellement catastrophiques de l'absence de mesures pour le combattre qui ont poussé cette action et ont radicalement transformé l'agenda politique. Cette question est à présent placée au rang des principales priorités de la CSI. Plus de 400 représentants syndicaux se sont d'ailleurs rendus à Copenhague à l'occasion de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique en décembre 2009.

52. Alors que la question du changement climatique revêtait une importance croissante, le programme syndical a évolué, suivant ce même rythme. Le processus n'a pas toujours été facile. Considéré, dans un premier temps, comme une préoccupation minoritaire facilement ignorée par les principaux courants, cette question a par la suite fait l'objet d'un scepticisme défensif qui s'est traduit par une réticence des syndicats à entériner le Protocole de Kyoto de 1997, pensant qu'ils étaient amenés à choisir entre la protection de l'environnement et les emplois de leurs membres. Toutefois, en 2002, le Sommet sur le développement durable à Johannesburg a marqué une avancée décisive dans le raisonnement en identifiant les trois piliers – économique, social et environnemental – du développement durable.

53. Cette définition a permis de mieux cerner la manière dont les politiques sociales et de l'emploi doivent s'intégrer dans la lutte contre le changement climatique. Elle s'est reflétée au travers de la principale revendication de la CSI à Copenhague, celle d'une «transition juste» vers une économie à faibles émissions de carbone qui intègre l'agenda du travail décent ainsi que les droits et les intérêts des travailleurs/euses. La transition juste s'est avérée cruciale pour obtenir le soutien des travailleurs(se)s organisé(e)s aux objectifs de réductions des émissions de carbone préconisés par les experts scientifiques. Toutefois, ce soutien dépend toujours de la concrétisation de la transition juste. À la suite de l'échec de la Conférence de Copenhague et compte tenu de la persistance de la crise économique et de l'emploi, des obstacles majeurs doivent encore être surmontés pour assurer une véritable sécurité climatique.

54. Il va de soi que Copenhague s'est avéré être un échec non pas seulement en raison des préoccupations urgentes en matière d'emploi mais surtout à cause d'une absence de consensus beaucoup plus large sur les responsabilités respectives des pays industrialisés et en développement, sur les pays qui doivent assumer les financements nécessaires aux mesures d'adaptation et d'atténuation, et sur la manière dont ceux-ci devraient être utilisés. Comme le système multilatéral a de nouveau démontré son incapacité à obtenir les résultats escomptés et la crise a servi d'alibi utile pour certains, les perspectives de conclure un accord lors de la Conférence sur le climat en 2010, au Mexique, s'amenuisent. Avant Copenhague, des avertissements indiquaient qu'un accord mondial sur le changement climatique était essentiel à notre futur commun et que, plus l'action était retardée, plus elle deviendrait coûteuse et difficile. Ces avertissements ont cédé la place à l'acceptation fataliste que la conclusion de cet accord est simplement hors de notre portée. Ce point est tout aussi négatif pour le syndicalisme que pour tout un chacun.

55. Au cours des mois à venir, la CSI relancera son travail pour promouvoir un accord ambitieux sur le changement climatique axé sur une transition juste. C'est sur cette base que sera amorcée la tâche sans doute plus ardue de faire de cette transition une réalité. Dans ce sens, il sera nécessaire d'opérer une transformation historique du système productif mondial à une échelle similaire à celle provoquée par l'invention du moteur à vapeur ou du moteur à combustion interne ou par la plus récente révolution des technologies de l'information. Il est inutile de minimiser l'ampleur du changement ni le bouleversement qui en découlera – si ce n'est qu'il sera encore plus grand si rien n'est fait. En revanche, il convient de souligner et de comprendre que la transition vers un futur durable à faibles émissions de carbone offre de nouvelles et d'importantes opportunités d'emploi pouvant compenser les pertes qui seront enregistrées. Cette incidence positive sur l'emploi n'est pas une vérité qui nous convient et qui se concrétisera automatiquement; elle requerra l'intervention, l'investissement et le soutien de l'État à très grande échelle ainsi que la pleine participation des partenaires sociaux, aspects qui occupaient peu ou guère de place dans les idées orthodoxes en déclin mais qui doivent devenir la base de celles qui les remplaceront.

56. Tout en continuant d'exhorter les gouvernements à parvenir à un accord satisfaisant, la CSI et ses organisations affiliées doivent également se pencher sur le travail avec leurs propres membres. Bien que le changement climatique, qui était une question préoccupant quelques-uns, soit devenu une question syndicale réellement universelle, il est indéniable que la position consensuelle adoptée à la CSI est fragile. Les organisations qui représentent des secteurs susceptibles de diminuer à la suite d'un accord doivent avoir la conviction que la transition juste est plus qu'un concept intellectuel, que de nouveaux emplois décents seront créés et qu'il ne leur est pas demandé de se résigner à l'avenir au chômage de longue durée et à un moindre niveau de vie. Pour ce faire, il est nécessaire que le «Programme des emplois verts» soutenu par la CSI soit plus détaillé, plus rigoureux et comporte un réel engagement politique.

57. Loin de réduire les possibilités en la matière, la crise fournit en fait une occasion réelle, immédiate et significative d'y parvenir. De fait, une intervention publique coordonnée à l'échelle internationale visant à stimuler les emplois et la croissance est déjà reconnue comme une réponse politique nécessaire. Elle ne doit pas être interrompue car elle peut et doit contribuer à amorcer une nouvelle voie de croissance économique qui soit écologique et offre des perspectives de travail décent non seulement pour la génération actuelle mais également pour les générations à venir.

Partager les gains: un nouvel agenda pour le développement

58. Le plaidoyer pour un nouvel agenda pour le développement ne repose pas uniquement sur des considérations écologiques. L'expérience du modèle néolibéral – qui, dans de nombreux pays en développement, a dominé pendant au moins la moitié de leur existence en tant que nations indépendantes – les a privés de la possibilité d'avoir de réelles opportunités de développement librement choisies et ne leur a pas permis d'accéder à des niveaux d'industrialisation, de prospérité et de bien-être propres aux plus riches économies – même en période de crise. En effet, les taux de pauvreté, d'informalité, de maladie et le désespoir présent dans un trop grand nombre de pays du sud impliquaient l'existence d'une «crise avant la crise», bien que de nombreux responsables politiques et une grande partie de l'opinion publique aient jugé approprié et possible de l'ignorer dans une grande mesure.

59. Hormis certaines exceptions bien connues, les taux élevés de croissance soutenue créés par l'économie mondialisée et fortement acclamés par les défenseurs de l'ancien modèle ne l'ont pas placée de manière décisive sur la voie d'un développement largement ancré, inclusif et équilibré, capable d'éliminer l'extrême pauvreté et de supprimer les manifestations les plus néfastes de la misère humaine. Au contraire, comme cela a très souvent été le cas dans les pays industrialisés, des concentrations de grande richesse et de prospérité ont vu le jour en étant généralement restreintes à une petite minorité de la population, tandis que les entreprises multinationales opérant dans le monde en développement ont été en mesure d'amasser de plantureux bénéfices avec un retour limité que ce soit en matière de taxation ou de création d'emplois décents et bien rémunérés.

60. Il a été recommandé aux pays bloqués dans leur développement de se défaire des politiques myopes du passé et de saisir les opportunités de l'économie mondiale, et parfois ces orientations politiques leur furent imposées. Si la Chine l'a fait – de même que l'Inde qui affiche des résultats remarquables – alors pourquoi pas eux ? Telles ont été les leçons de morale données à une grande partie du monde en développement. Elles se sont avérées erronées et extrêmement néfastes. L'historique de la mondialisation en matière de développement a été médiocre dans le meilleur des cas et tragique au pire, en particulier pour les femmes dont la situation par rapport aux hommes ne s'est pas améliorée, et qui portent le plus lourd fardeau économique, social et physique de la pauvreté.

61. L'analyse des racines de l'échec du développement est un processus complexe qui peut également s'avérer polémique. Les pays en développement invoquent généralement le non-respect des engagements par les pays riches à promouvoir le développement ainsi que les iniquités du système de mondialisation que le monde industrialisé défend généralement et dont il bénéficie. Pour leur part, les pays riches dénoncent les échecs de la gouvernance et du processus démocratique qu'ils considèrent comme une cause essentielle du blocage du développement. Ils dénoncent également la manière dont les élites retranchées et à l'abri des effets provoqués par les échecs du développement rejettent le changement. L'impasse et les récriminations qui en résultent ont porté atteinte aux rouages du système multilatéral et ont très peu contribué à la promotion de la cause du développement – générant même des dommages collatéraux sur d'autres objectifs syndicaux internationaux d'importance.

62. Il n'est pas difficile de tirer de ces polémiques stériles trois conclusions fondamentales qui peuvent servir de base pour un nouvel agenda pour le développement: les paramètres actuels de la mondialisation présentent des défauts qui doivent être corrigés afin que l'économie mondiale offre de réelles perspectives de développement équilibré et durable; les pays en développement – à l'instar de tous les autres – doivent absolument appliquer les normes internationalement reconnues de démocratie, de gouvernance et de respect des droits humains; et sur la base de ces deux considérations, ces deux groupes doivent se consacrer sérieusement à un programme commun et cesser de tomber dans la tentation de se récriminer, évitant ainsi des actions responsables.

63. Le défi de veiller à ce que la mondialisation favorise le développement a déjà été relevé, du moins en théorie. Après tout, l'Organisation mondiale du commerce avait baptisé son Cycle inachevé de Doha «cycle du développement». En outre, les institutions de Bretton Woods ont abandonné les anciennes orientations qui avaient échoué afin de favoriser une offensive ciblée contre la pauvreté. Et le système multilatéral dans l'ensemble ainsi que les gouvernements qui le composent se sont engagés à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement d'ici 2015 et ont entrepris un examen plus approfondi que d'habitude sur l'efficacité de l'aide au développement.

64. De prime abord, toutes ces mesures sont les bienvenues. Toutefois, les syndicats doivent juger ces politiques à l'aune non pas de leur étiquette mais de leur contenu. Et sur la base de ce critère elles se sont avérées décevantes. L'état des lieux du Cycle de Doha laisse peu de place à l'optimisme quant à un résultat final en faveur du développement. Les Institutions financières internationales ont encore beaucoup à faire pour se débarrasser de leur héritage d'agents imposant des programmes d'austérité et des ajustements structurels socialement destructeurs. En outre, il semble inévitable que bon nombre des OMD ne soient pas atteints.

65. En tout cas, il convient d'exposer ces échecs et de proposer des alternatives; à cet égard, la CSI a vigoureusement exprimé ses points de vue. Toutefois, force est de reconnaître également que les orientations politiques de base des organisations en question sont déterminées et demeurent trop souvent contraintes par les hypothèses des orthodoxies du fondamentalisme de marché. Dans le cadre de ces paramètres, la création d'un nouveau vocabulaire rendant ces politiques plus acceptables aux yeux de l'opinion publique a plus de chances d'avoir les caractéristiques d'une stratégie de marketing innovatrice que d'un produit réellement amélioré. Par conséquent, l'OMC doit enfin renoncer à son refus de permettre de considérer effectivement les incidences sociales de la libéralisation du commerce; la Banque et le Fonds doivent adopter des approches radicalement différentes de leurs politiques de conditionnalité; quant aux Nations Unies dans leur ensemble, elles doivent gagner le soutien à un programme qui soit fidèle aux ambitions établies lors de l'adoption des OMD.

66. Les responsabilités des propres pays en développement sont en effet considérables. Ils réclament légitimement l'espace politique dont ils ont besoin pour poursuivre les voies du développement qu'ils ont choisies. Ils réclament, de manière tout aussi légitime, l'aide au développement des pays riches, du moins conformément aux engagements internationalement convenus. Rien ne les dispense de l'obligation de respecter les fondements universels de la démocratie, des droits humains et des normes internationales du travail. Il ne s'agit pas de conditionnalités imposées de l'extérieur mais de responsabilités de base de toutes les nations avant tout envers leurs propres citoyens. À cet égard, il convient de reconnaître que tous les échecs de la gouvernance ne sont pas délibérés. Lorsque les institutions et l'autorité des gouvernements sont faibles, de réels problèmes de capacité se posent, aboutissant entre autres à la situation extrême, tragique et dangereuse d'un nombre croissant d'États défaillants dans le monde. Dans ce contexte, une aide soutenue à la consolidation et au renforcement des capacités des États semble être une contribution internationale plus utile que les efforts tendancieux et sélectifs pour «exporter la démocratie» moyennant un changement de régime.

67. Même en comptant sur l'utilisation efficace des ressources, l'appel de fonds considérable provoqué par la crise et les politiques adoptées pour la combattre risque clairement de réduire significativement les budgets d'aide au développement, de sorte que de nombreux pays industrialisés donateurs seront encore plus loin d'atteindre l'objectif de 0,7% du PIB consacré à l'aide au développement fixé par l'ONU. En effet, l'expérience récente démontre qu'en raison de la politique de la crise, il est difficile de ne pas placer les priorités nationales avant les priorités en matière de développement. Toutefois, il s'avère nécessaire d'accomplir cet effort. Une des raisons est que c'est justement dans les pays du monde en développement – les soi-disant spectateurs innocents de la crise mondiale qui a pris naissance dans les marchés financiers sophistiqués du Nord – où ses conséquences les plus graves sont subies dans un contexte de pauvreté extrême en nette augmentation. Par ailleurs, le monde développé a tout à gagner de processus de développement réussis et durables, notamment au travers du rôle qu'ils peuvent jouer pour sortir le monde de la récession.

68. Nombreux sont les points de l'agenda de développement où coïncident les impératifs de la solidarité et la logique de l'intérêt personnel avisé. Ils sont bien illustrés par l'exemple de la migration. Accepter sans ambiguïté le besoin de migration et sa contribution positive à l'emploi dans une économie mondialisée ne remet pas en cause la proposition selon laquelle elle devrait être entreprise volontairement, conformément aux lois en vigueur et dans un cadre juridique et institutionnel. Que cela ne soit pas fréquemment le cas aujourd'hui est en grande partie dû au fait que le développement n'est pas parvenu à créer suffisamment de possibilités de travail décent dans les pays d'origine, entraînant des pressions et des flux migratoires qui dépassent même les besoins considérables des potentielles économies d'accueil et leur volonté et capacité à protéger les droits et les intérêts des personnes concernées. Il va de soi qu'un plus grand nombre d'actions seront nécessaires pour que la migration ait lieu dans des conditions acceptables. Toutefois, les possibilités d'y parvenir seront largement renforcées – peut-être de manière décisive – par des processus de développement offrant de réelles alternatives à un départ forcé en quête d'un meilleur futur à l'extérieur de son propre pays.

La gouvernance – enfin?

69. La plus grande tragédie à long terme de la crise actuelle serait sans doute l'absence d'un changement transformationnel, comme cela a été généralement le cas lors des crises antérieures d'une ampleur comparable. Si tel était le cas, il porterait atteinte aux travailleurs aux quatre coins du monde et aux futures perspectives de nos sociétés et de l'économie mondialisée qui les unit.

70. Toutefois, un domaine où un changement décisif est déjà devenu évident et semble être soutenu est celui lié aux rapports de force qui conditionnent la direction et la gouvernance de la mondialisation. De manière plus visible, le G20 est rapidement devenu l'organisme international prédominant en ce qui concerne la prise de décisions économiques et sociales. Il a écarté, d'une part, le multilatéralisme formel des Nations unies et, d'autre part, le club exclusif de longue date du G8 des pays les plus riches afin d'occuper une place centrale dans la réponse de la communauté internationale à la crise.

71. Des objections évidentes peuvent être soulevées en ce qui concerne la légitimité et la représentativité du G20 – un groupe qui s'est auto-sélectionné sans mandat démocratique au-delà de celui provenant des pays qui le composent. Ces objections sont reconnues par la CSI qui, dès le début, a néanmoins pris la décision – poussée par les événements – de s'y engager vigoureusement en vue d'influer sur les décisions essentielles. Toutefois, si le G20 devient permanent, il devra certainement développer des liens et des interactions avec des pays qui n'en sont pas membres et avec les organisations multilatérales. La façon dont cela pourrait fonctionner dans la pratique ne semble pas du tout clair à ce stade.

72. Par contre, ce qui est tout à fait clair est le tournant décisif et historique qu'a marqué le G20 dans les plaques tectoniques des relations géopolitiques. L'influence de la Russie, du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud dans le système international s'est constamment accrue au cours de la dernière décennie et leurs rôles dans le G20 peuvent être considérés comme un aboutissement naturel de ce processus. Toutefois, c'est le rôle décisif joué par la Chine qui constitue le changement le plus spectaculaire et significatif.

73. L'essor de la Chine au rang de superpuissance économique est une caractéristique essentielle du processus d'accélération de la mondialisation depuis sa décision de mettre un terme à son isolation du reste du monde à la fin des années 1970. Toutefois, la nouveauté est que la Chine a vraisemblablement décidé de faire correspondre à cette prépondérance économique un poids équivalent dans le G20 où elle assume un rôle clair de meneur. Cette décision s'avère tellement évidente que certains observateurs l'interprètent comme l'établissement d'un G2 (les États-Unis et la Chine) ayant une influence décisive au sein du G20, et mettant un terme définitif aux rapports de force unipolaires menés par les États-Unis durant la période postérieure à la Guerre froide. Si tel est le cas, la relation au sein du G2 prend une tournure particulière dans la mesure où les deux États qui le composent apparaissent comme des archétypes opposés face aux énormes déséquilibres structurels de l'économie mondiale, que le G20 a déjà décidé de tenter de corriger.

74. Le rôle de leader assumé par la Chine dans le G20, ainsi que son approche stratégique quant au déploiement de ses vastes ressources et avoirs financiers et son énorme incidence politique requerront probablement le même niveau d'attention que celui que la CSI et ses organisations affiliées ont prêté antérieurement à l'évolution de la situation politique et économique interne de ce pays. Après avoir toujours projeté sa propre image comme une alliée des pays en développement, sa présence qui s'est rapidement étendue sur le continent africain a déjà attiré une attention toute particulière. Sa disposition à investir des ressources à grande échelle sans conditions de contrainte a été accueillie favorablement par de nombreux gouvernements africains. En revanche, d'autres y voient des aspects moins positifs: le non-respect des droits et des intérêts des travailleurs; les éventuels germes d'une future crise d'endettement; ou même un retour à la «Machtpolitik» de la Guerre froide, assortie de politiques de développement et d'investissement dictées plutôt par des intérêts stratégiques que par les réels besoins des pays concernés.

75. Au fil de l'évolution, l'appui constitutionnel de la CSI à la pratique du multilatéralisme à travers l'ONU, ses agences spécialisées et les organisations connexes implique une vigilance face au danger de voir ces organismes sapés par le protagonisme du plurilatéralisme du G20. Cependant la faiblesse des résultats du système multilatéral au cours des dernières années n'aidera pas la CSI dans cette tâche. Ceux-ci ont été mis en évidence par la fin de partie à Copenhague, où il a été nécessaire d'arriver à un accord précipité entre cinq pays – à savoir les États-Unis, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud – pour sauver un tant soit peu l'échec global du processus de négociation. Ceux-ci se sont reflétés dans le recours croissant à la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux alors que l'OMC semble incapable de sortir du bourbier du Cycle de Doha. En outre, le fait que le G20 ait dû être créé rapidement pour apporter une réponse efficace à la crise n'est évidemment pas un vote de confiance pour l'ONU et sa capacité.

76. Cependant derrière ces problèmes se trouvent d'autres signaux plus positifs par rapport à l'avenir du multilatéralisme et à un regain d'intérêt en faveur d'une gouvernance efficace de l'économie mondiale. De manière plus palpable pour les syndicats, le rôle central obtenu par l'OIT dans le G20 est important et encourageant. Cela reflète une longue avancée vers la reconnaissance de l'importance du travail décent dans l'agenda international tout comme, plus récemment, le succès lié au fait que les questions d'emploi se soient retrouvées au centre de la lutte contre la crise.

77. Entretemps, deux autres institutions qui ont été vivement critiquées par les syndicats au fil des années ont subi des expériences très différentes. L'OMC s'est éloignée du centre d'attention dont elle faisait l'objet et sa capacité à faire avancer de façon significative l'agenda multilatéral de la libéralisation commerciale a été mise en question au fur et à mesure que le Cycle de Doha traîne en longueur. Contrairement aux précédentes, la Conférence ministérielle de novembre dernier, n'a attiré qu'un minimum d'intérêt médiatique et politique. Toutefois, et même si elle n'est pas en mesure d'avancer à court terme, l'OMC continue de présider un impressionnant système commercial basé sur des règles et soumis à des procédures de résolution des différends pouvant infliger des sanctions.

78. Par contre, durant la période préalable à la crise, le FMI semblait être destiné à la marginalisation et au déclin. Son portefeuille de prêts avait diminué et il avait entrepris un processus de réduction du personnel. Le changement radical de son sort n'aurait pas pu être plus spectaculaire. Des tâches clés lui ont été confiées par le G20, en particulier en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers et l'établissement d'un nouveau plan pour une croissance. Il est à nouveau engagé dans des opérations de sauvetage à haut profil dans un nombre croissant de pays. L'histoire prouve que ce retour ne devrait pas susciter une réjouissance dans les rangs syndicaux. Le FMI a à son passif des recettes allant à l'encontre des intérêts des travailleurs et des pauvres et une incapacité à comprendre les préoccupations fondamentales des syndicats.

79. Des signes clairs de changement sont toutefois apparus au FMI: le directeur général a reconnu les faiblesses du passé, en parlant publiquement du «nouveau» FMI et a été le premier à préconiser des mesures massives de relance budgétaire afin de faire face à l'évolution de la crise. Reste à savoir si ces types de développement seront suffisants pour briser les liens idéologiques, encore solides au sein du FMI, aux orthodoxies du passé.

80. Malgré l'importance qu'elles peuvent avoir lorsqu'elles sont considérées individuellement, la dynamique de chaque institution ne prend tout son sens que dans le cadre des perspectives globales d'un réel engagement politique à relever sérieusement le défi d'une gouvernance effective de l'économie mondiale. Le paroxysme de la crise a été témoin de déclarations assez poussées sur la nécessité d'une telle gouvernance par de nombreux dirigeants politiques. Comment le danger d'une nouvelle crise pourrait-il être évité autrement? Comment l'équité et la durabilité nécessaires pourraient-elles être intégrées autrement dans les rouages de la mondialisation?

81. Toutefois, ce qui a été généré en termes concrets n'est pas énorme et diminue peu à peu. Il convient de noter la proposition défendue par la chancelière allemande en faveur d'une Charte pour une activité économique durable qui, malgré son examen au sein du G20, est clairement confrontée à une ferme opposition. Par ailleurs, le Sommet du G20 à Pittsburgh a convenu d'établir un Cadre mondial pour un développement fort, équilibré et durable. Il a attribué au FMI le premier rôle dans sa mise en œuvre tout en précisant que les questions en matière de travail doivent être prises en compte dans le cadre et que, par conséquent, l'OIT doit également occuper la place qui lui revient. Face à l'incertitude quant aux futures perspectives de la Charte et du Cadre, la CSI devra continuer d'insister sur l'une des leçons qui doit être tirée de la crise: le déficit de gouvernance de la mondialisation doit être comblé et les différentes organisations internationales doivent mieux collaborer afin de garantir la cohérence nécessaire. Tout recul par rapport à cette responsabilité serait une invitation à reproduire les événements des deux dernières années.

La paix

82. Bien qu'elle n'ait pas été mise en évidence dans le débat sur la crise et les réponses à celle-ci, la cause de la paix mondiale a directement été touchée par l'insécurité et l'instabilité qu'elle a provoquées. Aux termes de la Constitution de l'OIT, «une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la justice sociale». Le monde d'aujourd'hui n'est pas juste et n'est pas en paix. Outre les majeurs conflits en Iraq, en Afghanistan et au Moyen-Orient qui font régulièrement la une, au moins vingt autres conflits ont lieu aux quatre coins du monde, dont un grand nombre entraînant la mort de nombreuses personnes et causant une terrible souffrance. Dans ces cas, les syndicalistes sont souvent au premier plan pour empêcher et résoudre les conflits. Mais leurs activités peuvent les mettre en danger, les amenant à devenir la cible de l'une des parties, voire les deux.

83. Le fait que les dépenses militaires durant la période postérieure à la Guerre froide n'ont à peine été touchées par la crise économique est pratiquement passé inaperçu. Plus de 1,4 billion \$ – quelque 2,5% de la production mondiale – est alloué chaque année aux dépenses militaires et en armes, chiffre qui ne cesse de croître. Ceci représente un important détournement des ressources qui devraient être allouées à des fins socialement utiles, la création d'emplois et les services publics en premier lieu. De plus, malgré les récents développements positifs en matière de désarmement nucléaire, et la Conférence de l'ONU sur la non-prolifération nucléaire qui s'est tenue juste avant le Congrès, le monde ne s'est pas débarrassé des armes de destruction massive et n'est pas parvenu à réduire le danger de leur utilisation.

84. Dans ce contexte, il convient que le Congrès soit l'occasion pour que la CSI réaffirme son engagement à la paix, au désarmement et à la réduction des budgets militaires ainsi que la réassignation des ressources à des fins socialement utiles. Ces engagements ont marqué le syndicalisme dès son origine. Ils n'ont pas diminué avec le temps et restent d'actualité.

PARTIE II

...À LA JUSTICE MONDIALE

85. Il est important que le mouvement syndical international ait une vision claire de la manière dont il veut changer l'économie mondialisée afin qu'elle soit équitable pour les travailleurs/euses. Mais il faut aller au-delà. En l'absence de moyens pour effectuer ce changement, cette vision n'aura pas beaucoup de poids. Le mouvement doit gagner des arguments et des alliés à sa cause et surtout développer sa propre force et efficacité.

86. La fondation de la CSI était une réponse consciente à cet impératif et le Congrès à Vienne s'est engagé solennellement à faire de la CSI l'instrument d'un nouvel internationalisme syndical et à représenter efficacement les travailleurs/euses dans le monde entier. Quatre ans plus tard, ce Congrès à Vancouver doit procéder à une évaluation réaliste des progrès accomplis durant les premières années d'existence de la CSI, afin qu'il puisse se construire sur les actions qui ont porté leurs fruits, corriger celles qui n'ont pas marché et incorporer celles qui ont été négligées.

87. La CSI a sans aucun doute bénéficié, dans un premier temps, de l'élan et de l'enthousiasme générés par l'acte d'unification lui-même. Toutefois, on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils s'éternisent. Entreprendre un processus réellement soutenu et durable visant à renforcer l'internationalisme syndical et démontrer que la valeur ajoutée de la CSI ne réside pas exclusivement dans l'addition de chiffres mais également dans une amélioration qualitative constituait un défi. Il a été relevé par le Conseil général en juin 2007, qui a entériné six «Propositions de construction d'un nouvel internationalisme syndical» et en a confié la mise en œuvre au Secrétariat. Elles portent sur les thèmes suivants:

- une meilleure coopération entre les différentes organisations du mouvement syndical international;
- la mobilisation des membres sur des questions internationales essentielles;
- l'intégration de l'action syndicale internationale dans la vie syndicale nationale;
- le renforcement des capacités à travers la coopération au développement et l'éducation;
- la mise en œuvre effective de la solidarité;
- la collaboration avec des alliés politiques et de la société civile.

Toutes ces propositions ont donné lieu à une activité extensive, mais tout comme la CSI elle-même, elles restent en construction. Le Congrès souhaitera leur prêter une plus grande attention.

Notre maison commune

88. L'unification à l'échelle mondiale qui a eu lieu à Vienne, en novembre 2006, a été suivie par la mise en place réussie des Organisations régionales de la CSI, à savoir la fondation de la CSI-Asie Pacifique en septembre 2007, de la CSI-Afrique en novembre 2007, de la CSI-CSA en mars 2008, ainsi que du Conseil régional paneuropéen (CRPE) en mars 2007. Un important processus de consolidation au niveau sectoriel – différent qualitativement de l'unification régionale dans la mesure où il implique les fédérations autonomes – a également progressé de manière encourageante. Par conséquent, à travers sa relation définie statutairement avec les Fédérations syndicales internationales, la CSI collabore étroitement avec des organisations sectorielles hautement représentatives. Les organisations qui ont rejeté l'unification sectorielle et sont restées en marge des FSI ne sont pas significatives.

89. Le processus d'unification structurelle étant terminé, la CSI a vu augmenter son nombre de membres, qui est passé de 168 millions, dans 301 organisations affiliées présentes dans 153 pays, à 176 millions dans 312 organisations affiliées dans 155 pays, à la veille du Congrès. Toutefois, cet accroissement n'a pas entraîné de hausse des revenus provenant des cotisations d'affiliation. Au contraire, les revenus budgétisés au titre de cotisations d'affiliation sont passés de 10,9 millions d'euros en 2007 à 11,1 millions d'euros à peine en 2010. Durant la même période, l'index du coût de la vie dont dépend le siège de la CSI a augmenté de six pourcents. Une réorganisation interne significative s'est dès lors avérée nécessaire en 2009 afin d'équilibrer les comptes. Les décisions prises par le Congrès concernant les cotisations d'affiliation auront une forte influence sur les capacités et perspectives de la CSI à l'avenir.

90. Lors de la fondation de la CSI, certains secteurs étaient inquiets à l'idée que l'unification à l'échelle internationale impliquerait une unification à l'échelle nationale et qu'un tel processus serait en quelque sorte imposé aux organisations affiliées. Conformément aux assurances qui ont été données à ce moment-là, ce ne fut pas le cas. Dans les pays où l'unification a été réalisée, notamment au Pakistan, au Népal et au Libéria, elle a été menée librement par les organisations concernées. Lorsque la CSI l'a inspirée ou facilitée, elle a été heureuse de le faire, et là où d'autres cas sont en examen, elle sera prête à y contribuer. Toutefois, il n'a jamais été question de faire pression sur les organisations affiliées. L'unique approche plus proactive adoptée concernait un nombre de pays africains francophones où la fragmentation du mouvement syndical l'a sérieusement affaibli et où les initiatives pour y remédier ont été accueillies favorablement.

91. Pour la plupart des membres de la CSI, la promotion de meilleurs dialogue, entente et coopération entre organisations affiliées d'un même pays constitue une tendance certes moins visible que les exemples précités, mais beaucoup plus généralisée et à ce jour plus significative. Bien qu'elle n'ait pas supprimé les divergences et les tensions occasionnelles qui sont la monnaie courante du pluralisme syndical, elle a fréquemment eu une incidence positive sur les relations entre les organisations affiliées.

92. Quelle que soit le sens donné aux conséquences «externes» de l'unification, les questions «internes» essentielles tirent leur origine dans l'expérience des organisations affiliées au sein de la CSI. Le fait qu'aucune centrale nationale ne se soit opposée par principe à l'unification en renonçant à son affiliation internationale et que, depuis lors, aucun sentiment que l'unification était une erreur ne semble avoir été observé ni de nostalgie pour la situation antérieure à 2006, constitue une preuve convaincante d'un minimum de réalisations – qui ne porte pas préjudice. Toutefois, tirer des conclusions au-delà de cette constatation requiert une évaluation plus approfondie – et inévitablement plus subjective – des réactions à ces quatre dernières années.

93. À ce titre, l'augmentation évidente et réelle des membres d'une internationale plus grande et au profil plus marqué sur le plan international doit être évalué à l'aune d'au moins deux effets potentiellement négatifs. Le premier serait un sentiment de perte d'appartenance ou de proximité résultant d'une transition vers une plus grande organisation, entraînant l'érosion correspondante des positions et des relations personnelles. Un grand nombre d'organisations affiliées ne peut pas être représenté dans les structures de direction de la CSI et pourraient conclure, contrairement à l'expérience antérieure, qu'elles n'influent pas suffisamment sur la prise de décisions ni sur la direction assumée par la Confédération. Le second pourrait être la conséquence d'une divergence de principe plus importante: l'impression que la CSI ne reflète pas ou ne représente pas le type ou la tradition du syndicalisme auquel était attachée une organisation et que, par conséquent, quelque chose d'important s'est irrémédiablement perdu.

94. Ces deux préoccupations doivent être sérieusement prises en compte, en particulier la première dans la mesure où certaines organisations affiliées font part de leur frustration par rapport au fait que la CSI est trop distante ou ne répond pas adéquatement à leurs opinions et besoins. L'on peut considérer que cette frustration reflète une conséquence inévitable de taille; de grandes organisations sont par nature plus impersonnelles et les limitations des ressources expliquent que la CSI ne peut pas toujours être aux côtés des organisations affiliées comme elles le souhaiteraient. Toutefois, il est réellement nécessaire – responsabilité qui incombe au Secrétariat de la CSI et aux organes de prise de décisions – d'être conscients et de respecter les demandes et les préoccupations de l'ensemble des organisations affiliées ainsi que de réagir de la manière la plus efficace

possible. À cet égard, le rôle des Organisations régionales qui sont le premier et le plus proche point de contact entre la CSI et ses organisations affiliées revêt une importance toute particulière. Leur responsabilité consiste à être en contact permanent avec toutes les organisations affiliées et à être actives en vue de transmettre leurs expériences, opinions et besoins au niveau mondial.

95. La seconde préoccupation, grandement mise en évidence dans les discussions préalables à l'unification, n'a pas causé le type de difficulté ou de division pouvant affaiblir la CSI ou menacer sa viabilité à long terme. Les organisations affiliées ont accepté la nature unitaire et pluraliste de la Confédération, qui a démontré sa capacité à concilier les diverses perspectives et traditions sans affaiblir ni la portée ni le contenu des politiques élaborées et mises en œuvre. En effet, aucune division politique significative suivant les lignes de l'affiliation -ou de la non-affiliation- aux organisations antérieures, tout comme aucune tendance dommageable à s'organiser sur la base de factions n'ont été observées. La première obligation des organisations affiliées, à savoir la solidarité - entre elles - a été assumée, renforçant ainsi la CSI. Elle sera davantage consolidée si le Congrès applique avec rigueur le principe statutaire selon lequel la composition de ses organes directeurs élus respecte son caractère pluraliste.

La CSI et les autres

96. La CSI jouit d'une représentativité sans précédent dans le mouvement syndical international. Toutefois, d'autres acteurs sont présents et les relations de la CSI avec ces derniers soulèvent d'importantes questions, dans certains cas controversées. Les relations avec ses partenaires du groupement Global Unions – les Fédérations syndicales internationales et la TUAC – et également avec la CES, principalement à travers le CRPE, sont définies dans les Statuts de la CSI. Dans ces cas, il s'agit simplement de savoir comment renforcer les partenariats existants et de les faire fonctionner de manière optimale. Toutefois, en ce qui concerne les autres, les questions sont différentes et comportent certains éléments de principes fondamentaux.

97. Depuis la dissolution simultanée de la CISL et de la CMT à la veille de la fondation de la CSI, le seul organe syndical doté du même statut consultatif que la CSI à l'OIT est la Fédération syndicale mondiale. Fortement réduite en taille et en influence depuis la fin de la Guerre froide durant laquelle elle a joué un rôle protagonique déterminant, la FSM continue de conjuguer une critique radicale du capitalisme mondial à son soutien aux monopoles syndicaux soutenus par leurs États et à la défense de régimes qui bafouent les droits syndicaux, tout en manifestant constamment une vive hostilité envers la CSI. La condamnation de la CSI par la FSM à l'époque du Congrès à Vienne n'a pas cessé depuis lors. Sur le site web de la FSM, un responsable de cette organisation a récemment décrit la CSI comme une organisation qui «corrompt et est corrompue».

98. Dans de telles circonstances, un contact institutionnel avec la FSM serait inapproprié et n'a dès lors pas été recherché. Toutefois, plusieurs organisations affiliées à la FSM qui mènent de réelles activités syndicales ont entretenu des relations positives avec la CSI et ont été invitées à participer à un nombre considérable d'activités.

99. Deux organisations syndicales régionales fonctionnent également parallèlement aux structures de la CSI, dans la mesure où non seulement elles couvrent les mêmes zones géographiques mais aussi largement, voire très majoritairement, les mêmes affiliés. Tel est particulièrement le cas de l'Organisation de l'unité syndicale africaine, dont la plupart des organisations affiliées sont également membres de la CSI-Afrique. Malgré la possibilité offerte par l'unification à l'échelle mondiale, cette situation d'«un corps à deux têtes» - n'a pas été réglée. L'OUSA a décliné les invitations à devenir un partenaire actif dans le processus régional qui a donné naissance à la CSI-Afrique et rares sont les progrès visibles qui ont été accomplis depuis lors.

100. Plusieurs explications possibles peuvent être avancées pour comprendre cette impasse: la loyauté envers une organisation régionale de longue date; le sentiment que les problèmes africains ne peuvent être abordés adéquatement au sein d'une organisation mondiale; les obstacles posés par quelques membres de l'OUSA qui ne sont pas affiliés à la CSI; et les avantages matériels d'une adhésion à deux organisations. Mais la question la plus importante, au-delà d'une incohérence en surface, est de savoir si cette dualité revêt une grande importance. Certains répondraient par la négative. Il convient toutefois de ne pas oublier qu'elle fait perdre au mouvement africain la possibilité, offerte par la CSI, de pouvoir parler d'une seule voix et de façon unitaire au nom de tous les travailleurs/euses; qu'elle peut entraîner et a entraîné une concurrence pour les ressources et l'espace de représentation; et enfin, le plus important, qu'elle peut impliquer des différences préjudiciables de politique et de position sur des sujets d'une importance fondamentale, telles que les libertés syndicales. Il est démontré que la disposition intransigeante de la CSI à s'élever contre les abus des gouvernements n'a pas souvent trouvé d'écho à l'OUSA.

101. En tout cas, malgré l'intérêt porté par toutes les organisations affiliées à ces questions, c'est aux membres africains de la CSI qu'il incombe de prendre l'initiative en évaluant la situation actuelle et en fournissant la volonté politique et les moyens d'opérer les changements qu'ils jugent nécessaires. De même, les organisations affiliées dans les pays arabes doivent être les principaux acteurs par rapport au deuxième organe régional en question, à savoir la Confédération internationale des syndicats arabes.

102. Etant donné que, dans la pratique, la CISA n'accepte qu'une organisation par pays, un nombre important d'organisations affiliées à la CSI en sont exclues, et celles qui en sont membres ne constituent pas la même majorité décisive que celle à l'OUSA. Le Congrès de la CISA, qui s'est tenu à Khartoum, Soudan, en février 2010, a donné lieu à un changement au niveau de la direction. Il a également été suivi d'un examen par les organisations arabes affiliées à la CSI de la stratégie générale de la CSI et de ses moyens d'action dans leur région qui, pour de multiples raisons, mérite une attention prioritaire.

103. Réunies à Tunis en avril 2010, ces organisations affiliées ont réclamé trois lignes d'action claires: la poursuite de l'engagement au sein de et avec la CISA, dans le clair but de l'orienter vers un renforcement du syndicalisme indépendant et démocratique dans les pays arabes et de

s'opposer à toute restriction des droits syndicaux; le renforcement du Bureau de la CSI à Amman en vue d'établir une représentation politique dans la région plutôt qu'une présence purement technique; et l'établissement d'un espace au sein des propres structures de la CSI où les organisations affiliées arabes pourraient se réunir et débattre des questions d'intérêt – un élément qui, exceptionnellement parmi les groupes constituant la CSI, ne leur avait pas été attribué auparavant. Ces propositions, que le Congrès souhaitera examiner favorablement, ont été étayées par des demandes répétées depuis longtemps en faveur d'une plus grande utilisation de la langue arabe dans le travail mené par la CSI.

104. Pour en revenir à l'échelle nationale, les relations avec les centrales syndicales qui ne sont pas affiliées à la CSI sont déterminées, en premier lieu, par les critères statutaires relatifs à l'affiliation. La CSI a tout intérêt à veiller sur leur application rigoureuse. La preuve en est qu'alors que 20 organisations ont été affiliées depuis le Congrès à Vienne, 41 candidatures ont cessé d'être étudiées et, au moment de rédiger le présent rapport, pas moins de 35 candidatures font l'objet d'un examen. Quel que soit l'intérêt que porte la CSI au renforcement de sa représentativité, elle préfère de loin rester vigilante sur la défense de ses principes de syndicalisme indépendant et démocratique.

105. Ceci ne diminue en rien l'ouverture et l'esprit inclusif affichés par la CSI dans ses relations avec les organisations non affiliées avec lesquelles elle a toujours cherché à entrer en contact, tout en restant particulièrement attentive aux organisations qui, bien qu'elles n'aient pas encore choisi de soumettre une demande d'affiliation, pourraient être considérées comme ayant répondu aux critères d'affiliation. Par exemple, des organisations non affiliées ont ainsi été invitées régulièrement par la CSI à participer au Réseau syndical pour l'Asie et le Pacifique et à des activités dans le cadre de la Rencontre Asie-Europe, le processus ASEM, et travaillent côte à côte avec les membres de la CSI dans les organes de coordination sous-régionaux actifs dans les Amériques.

106. Le statut d'Organisations associées établi dans les Statuts a démontré être d'une certaine manière utile pour faciliter le passage de certaines organisations vers l'affiliation; deux organisations sur seize ont jusqu'à présent effectué cette transition et il existe des perspectives encourageantes pour plusieurs autres. Toutefois, dans la pratique, il n'a pas toujours été facile d'offrir aux organisations de cette catégorie le type de coopération prévu ni de procéder au type d'évaluation envisagée afin de faire fonctionner ce système de la meilleure manière possible. Ces questions mériteraient d'être réexaminées.

107. Les relations avec une centrale nationale non affiliée ont exceptionnellement acquis une importance stratégique pour la CSI et ont fait l'objet d'un débat intense. Le Conseil général a convenu, en décembre 2007, d'entreprendre un processus de dialogue et d'engagement avec la All China Federation of Trade Unions en vue de développer des activités conjointes dans des domaines pratiques qui feraient avancer les objectifs de la CSI. Il était clairement entendu que ces relations ne pouvaient ni ne devraient compromettre l'engagement de la CSI à défendre et à promouvoir les droits syndicaux en Chine, tout comme dans le reste du monde.

108. Les progrès dans ce processus d'engagement ont parfois été lents, situation frustrante, et les résultats se sont avérés inégaux. Les organisations affiliées à la CSI continuent d'exprimer des points de vue divergents quant à son importance et à son intérêt. En tout cas, la CSI devra procéder à une évaluation générale de sa valeur un an après le Congrès, lorsqu'elle adoptera une position par rapport à la demande expresse de l'ACFTU d'occuper un siège de membre titulaire au sein du Groupe des travailleurs du Conseil d'administration de l'OIT, le processus d'engagement étant devenu étroitement lié à cette demande.

Le groupement Global Unions

109. Le résultat en termes de coopération entre la CSI et ses partenaires du groupement Global Unions est positif et les relations entretenues avec eux n'ont pratiquement pas soulevé de difficultés. À cet égard, l'établissement du Conseil des Global Unions, en tant qu'instrument du partenariat structurel prévu dans les Statuts, a constitué l'innovation structurelle la plus importante. L'examen des trois premières années de fonctionnement réalisé par le Conseil au début de l'année 2010 met en évidence tant ses accomplissements que les défis qui perdurent.

110. Parmi les accomplissements, il convient de noter que le Conseil est déjà bien établi, que ses processus de gouvernance et son financement ont fait l'objet d'un accord, indiquant une viabilité à long terme. Moins tangible, mais non moins réel, est l'engagement accru au travail du Conseil dans la mesure où chaque organisation a tiré ses conclusions de l'expérience concrète de coopération. Seule une FSI a choisi de rester en marge du Conseil et l'obtention d'une participation de tous demeure un défi important.

111. Toutefois, comme le reconnaît l'examen effectué, tout le potentiel du Conseil doit encore être exploité – confirmant que «de nombreux progrès doivent encore être accomplis». Un point sur lequel devraient s'axer ces progrès est le mandat clef du Conseil en matière de croissance syndicale et de syndicalisation, où sa place stratégique à l'intersection dans le mouvement international entre le travail des centrales nationales et de leurs organisations affiliées lui offre des possibilités particulières. Ceci s'est reflété dans le premier événement majeur du Conseil: la Conférence internationale sur la syndicalisation, la reconnaissance des organisations syndicales et les droits syndicaux à Washington, en décembre 2007. Dans son examen, le CGU s'est attribué un double rôle: promouvoir un environnement favorisant la syndicalisation et contribuer à développer des stratégies en matière de syndicalisation dans des entreprises spécifiques. La manière dont il définira et jouera ces rôles contribuera dans une grande mesure à déterminer comment le groupement Global Unions peut efficacement décider et mettre en œuvre «le programme de syndicalisation international» - qui a fait l'objet d'un débat intense mais n'est toujours pas suffisamment développé. Le Congrès est invité à fournir une orientation sur la manière dont il veut voir avancer ce travail, du point de vue de la CSI.

112. La collaboration avec la TUAC s'est avérée étroite et productive et son profil s'est fortement distingué au fur et à mesure que la réaction du mouvement syndical international à la crise mondiale prenait forme et se faisait sentir. L'accueil des représentants syndicaux par neuf chefs

d'État ou de gouvernement du G20 lors du Sommet de Pittsburgh en septembre 2009 en témoigne, tout comme, plus important encore, l'impact tangible des organisations affiliées sur les résultats du G20. Cette expérience a certainement confirmé l'importance centrale du mandat de la CSI face à l'agenda politique international. Cependant, même si nous avons une impression positive des progrès accomplis durant les derniers mois, l'objectif final n'a pas encore été atteint; le monde n'a pas encore bougé en notre faveur. Par conséquent, le mouvement international doit rester constamment vigilant pour saisir de nouvelles opportunités permettant un changement fondamental et pour être en mesure d'agir en la matière.

113. Cette tâche, déjà initiée sous le leadership de la TUAC, consiste à donner plus de contenu aux revendications pour une autre mondialisation. C'est un domaine qu'il faudra continuer à approfondir. Il implique de lancer une initiative ambitieuse et nécessaire définissant un «nouveau modèle de croissance» qui puisse aider les syndicats à mieux préciser ce que signifierait exactement un changement de paradigme dans la mondialisation et à contrecarrer les arguments de ceux qui complotent le grand retour néolibéral, en alléguant qu'aucune alternative à leurs recettes n'est viable.

114. La crise a mis en exergue une autre leçon déjà comprise: le mouvement syndical international doit veiller à ce que tous les aspects de ses activités dans l'économie mondiale – le commerce, l'investissement, le changement climatique, le développement, les finances internationales, la réponse à la crise – soient intégrés dans une seule stratégie cohérente. Par conséquent, ses méthodes de travail et structures doivent refléter cet objectif intégré, ce qui implique que tous les efforts doivent être déployés pour garantir la meilleure combinaison possible des capacités dispersées du mouvement – à Bruxelles, à Genève, à Washington, à Paris et dans les différentes régions. Le contexte dans lequel ces efforts doivent être accomplis a changé et continue d'évoluer. Les énormes mutations du côté syndical qui découlent de l'unification ont été suivies d'un changement majeur du côté gouvernemental dans la mesure où le G20 a pris la place du G8 à l'avant-garde de l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale. De concert avec ses partenaires, et sur la base du terrain récemment gagné, la CSI ne doit pas avoir peur de procéder à un examen détaillé des dispositions existantes à la lumière de ces évolutions.

115. L'architecture complexe du CRPE a, pour la première fois, fourni une structure ancrant les relations entre la CSI et la CES. Le bon fonctionnement du CRPE n'a pas seulement bénéficié aux organisations qui en sont membres mais a également amélioré le climat général de coopération positive entre les deux Confédérations. Celle-ci n'a jamais été aussi satisfaisante et dépend, en fait, tant de la bonne volonté et de l'engagement de chacun, de la reconnaissance commune des objectifs partagés et des responsabilités et des compétences respectives, que des formalités des règlements et des structures. Ces réflexes doivent être maintenus.

Garantir la solidarité

116. Parler de solidarité est relativement peu coûteux alors que l'assurer dans la pratique requiert généralement de plus grands efforts et ressources, et constitue une responsabilité cruciale de la CSI. Elle comporte au moins deux dimensions différentes: une assistance concrète immédiate et efficace à ceux qui en ont besoin et l'élaboration de politiques qui répondent adéquatement aux intérêts de toutes les organisations affiliées et abordent équitablement les cas où des divergences ou des priorités concurrentes peuvent se présenter.

117. La CSI a eu la chance de pouvoir se baser sur l'expérience, les méthodes et les réseaux qui ont été utilisés pour défendre ceux dont les droits sont bafoués depuis de nombreuses années avant son existence. Elle a tenté d'intensifier leur déploiement et de les renforcer moyennant des initiatives innovatrices, notamment d'importants événements à l'échelle nationale tels que ceux organisés en Guinée et au Guatemala, et ceux planifiés actuellement pour le Zimbabwe et la Turquie. Mais leur impact dépend grandement de la mesure dans laquelle ils peuvent compter sur le soutien actif des organisations affiliées; une lettre à un gouvernement pourrait ne pas obtenir la libération d'un syndicaliste emprisonné ou la réinsertion de travailleurs licenciés – par contre cinquante lettres pourraient porter leurs fruits. Ce type de mobilisation ne peut être simplement garanti par la disposition de quelques personnes dans les organisations affiliées à la CSI à répondre aux appels de solidarité; il requiert plutôt un effort beaucoup plus ambitieux pour améliorer la connaissance des droits syndicaux dans le monde et exploiter la solidarité des membres à la base. À cette fin, le Rapport annuel des violations des droits syndicaux est devenu un puissant instrument et il existe un réel potentiel pour utiliser des campagnes et des produits audiovisuels créatifs afin d'intensifier les actions.

118. La CSI peut également compter sur son Fonds de solidarité, composé des contributions volontaires des organisations affiliées – trop peu nombreuses – comme instrument dynamique destiné à garantir une solidarité matérielle. Toutefois, il n'est pas aussi dynamique qu'il devrait l'être. En effet, malgré les progrès réalisés pour définir strictement les objectifs des dépenses provenant du Fonds et placer ses opérations sous le contrôle d'un Conseil de gestion, le fonctionnement du Fonds n'a pas répondu aux ambitions qui lui avaient été fixées à l'origine. Contrairement à ce qu'on pourrait penser de manière intuitive, le principal problème a été une incapacité préoccupante à dépenser les ressources du Fonds pour atteindre les réels objectifs de solidarité pour lesquels il existe. Les dépenses ont été faibles et le solde non dépensé a augmenté à un tel point que les organisations qui y contribuent mettent en question la nécessité de continuer d'injecter des fonds.

119. Il va de soi que la CSI doit être capable d'adapter le besoin manifeste de soutien solidaire dans le monde entier aux importantes ressources disponibles dans le Fonds. Toutefois, à ce jour, l'expérience démontre qu'il faudra aborder d'une manière fort différente son administration et réaliser un effort concerté pour le faire connaître auprès des éventuels donateurs et utilisateurs. Le Fonds offre un grand potentiel et le Congrès pourrait envoyer un signal ferme pour qu'il se concrétise.

120. La solidarité est moins fréquemment prise en considération dans le cadre de l'élaboration des politiques, mais la CSI est obligée d'aborder régulièrement cette question, souvent dans des circonstances difficiles. Ce thème est, en fait, sous-jacent à la question posée plus fréquemment sur le fondement et la crédibilité de la CSI: peut-elle réellement prétendre représenter efficacement les travailleurs/euses dans des circonstances aussi multiples alors que leurs intérêts sont clairement différents et potentiellement contradictoires? La question acquiert un plus grand poids dans le

cadre d'un processus de mondialisation apparemment de plus en plus propice pour opposer les différents groupes de travailleurs/euses entre eux.

121. La CSI ne peut ignorer les réelles difficultés qui peuvent survenir lorsque l'on tente de concilier des préoccupations syndicales divergentes mais légitimes en développant des politiques communes, ni se permettre d'être découragée par ces difficultés. Il n'existe pas d'alternative à la tâche ardue de consultation, de persuasion, de compromis et de consensus; à cet égard, la CSI et ses organisations affiliées ont déjà une expérience considérable – sur les questions commerciales, par exemple, et plus récemment autour du changement climatique. C'est ainsi qu'on a appris qu'il faut impliquer pleinement les organisations affiliées de toutes les régions dans la prise de décisions, éviter une issue facile en généralisant sur base du plus petit dénominateur commun, s'assurer que chaque organisation affiliée s'efforce de comprendre les circonstances et les problèmes des autres, et garantir que toutes restent à bord dès qu'une position est établie, même si elle est loin d'être parfaite. Cette tâche n'est pas toujours facile – mais la solidarité ne l'est pas non plus dans certains cas.

Se renforcer grâce à la coopération

122. En vertu des Statuts, le renforcement des capacités et de la représentativité des mouvements syndicaux au travers d'une aide au développement coordonnée à l'échelle internationale est une responsabilité permanente de la CSI. Le Congrès fondateur a chargé la Confédération d'entreprendre la tâche de mobiliser de plus grandes ressources à cette fin dans le cadre d'une «stratégie globale convenue».

123. Ce mandat a été poursuivi vigoureusement, en particulier à travers le travail du Réseau syndical de coopération au développement qui a fourni un espace, inexistant auparavant, où tous les acteurs pertinents peuvent se réunir, convenir des priorités, échanger des informations, coordonner et planifier des activités ensemble. Cette approche innovatrice et concertée a reçu des réponses positives de nombreuses organisations affiliées, a apporté des ressources supplémentaires aux activités de la CSI et a ouvert la voie à l'avancement vers la stratégie réellement globale que le Congrès souhaitait.

124. Toutefois, le processus a parfois prêté à controverse et la stratégie n'est pas encore achevée. Le mandat du Congrès incluait la contribution des organisations affiliées aux objectifs établis «dans des conditions de coopération et d'ouverture». Nombreuses sont celles qui ont répondu de manière enthousiaste. D'autres ont été moins en mesure – en raison des limitations nationales quant à l'utilisation des ressources – ou moins disposées à le faire. Une préoccupation persiste – exprimée de moins en moins souvent mais toujours présente: la «stratégie globale» de la CSI équivaut, en fait, à une centralisation et à une multilatéralisation des activités bilatérales existantes, qui porteraient préjudice à certaines organisations et à certains intérêts. Tel n'est pas le cas. Bien que la coopération multilatérale à travers la CSI ait connu une croissance importante et opportune, cette tendance a des limites évidentes, imposées par les contraintes de capacités et son utilité. Un élément bien plus important de la stratégie globale a trait à la mise en place de mécanismes qui aideraient la coopération bilatérale à s'aligner sur les politiques, méthodes et priorités établies d'un commun accord: le ciblage peut ainsi être convenu; les répétitions inutiles peuvent être évitées et les lacunes comblées; les meilleures pratiques et les expériences peuvent être échangées; et des méthodes peuvent être développées.

125. Sous cet angle, le rôle de la CSI consiste à soutenir et à offrir des services aux acteurs nationaux, en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité, plutôt que de mettre la main sur des ressources et des compétences. Le Secrétariat de la CSI a investi dans ses propres capacités de gestion des projets et cet effort doit certainement être étendu aux Organisations régionales, ainsi qu'aux organisations affiliées. L'expérience démontre que garantir la fiabilité de chaque maillon de la chaîne de coopération, de l'organisation affiliée nationale bénéficiaire à l'organisation qui offre un soutien solidaire, constitue une tâche complexe mais une condition préalable au succès. Lorsque l'objectif est atteint, la récompense peut être considérable. Les efforts réalisés actuellement pour développer enfin une base de données informatisée à travers laquelle toutes les organisations solidaires puissent échanger des informations et dont elles puissent bénéficier s'inscrivent dans le cadre de cette tâche.

Comblers le fossé

126. La CSI, lors de sa fondation, a reconnu que l'internationalisme syndical était –et pourrait rester – éloigné du principal travail et des priorités syndicales à l'échelle nationale et constituait une préoccupation pour un groupe restreint de spécialistes et de passionnés, ce qui constitue un danger. Elle s'est ainsi engagée à combler le fossé. Si elle ne le comble pas, la CSI aura des difficultés à obtenir le plein engagement de ses organisations affiliées pour réaliser ses ambitions. Et l'effort a été initié en essayant d'identifier l'origine du problème.

127. En dépit des avancements vers la création de mécanismes de coordination transfrontaliers et de la croissance rapide du nombre d'Accords-cadres internationaux conclus par les FSI et d'autres initiatives internationales, les fonctions fondamentales de la syndicalisation, de la négociation collective et de la résolution des différends sont toujours menées par les syndicats à l'échelle nationale dans des cadres législatifs nationaux. Les exceptions sont à considérer comme telles. Bien que la poursuite des tendances actuelles puisse renforcer le volet international de ce travail, peu de signes indiquent que les centrales nationales envisagent une réelle perspective ou possibilité de transférer ces responsabilités clefs à l'échelle internationale. La CSI et ses partenaires du groupement Global Unions peuvent toujours être actifs dans les marges permises par les changements en cours en vue de développer leur programme international en matière de syndicalisation et de négociation collective – comme le font d'autres organisations à l'extérieur de leurs structures. Toutefois, aucun changement qualitatif ne peut être envisagé à court terme et on peut raisonnablement accepter que l'internationalisme continue de revêtir une importance épisodique et secondaire par rapport aux principales priorités de la majorité des organisations affiliées à la CSI.

128. Cela ne signifie pas toutefois que le nouvel internationalisme puisse être soutenu uniquement grâce à la force d'un réflexe de solidarité syndicale, ou que sa portée soit limitée aux questions revêtant une importance secondaire. Chaque organisation affiliée doit également trouver les réponses concrètes à ses propres besoins dans le cadre des actions de la CSI, ainsi que les moyens de fournir l'aide à ceux qui en ont besoin.

Dans ce contexte, des informations sûres et pertinentes, l'adoption de positions et l'accès aux principaux responsables politiques et institutions ont démontré être des services de la CSI appréciés par les organisations affiliées, toutes touchées, d'une manière ou d'une autre, par la mondialisation.

129. Le défi inhérent pour rapprocher tout aspect du travail de la CSI des principales préoccupations des organisations affiliées consiste à impliquer le plus grand nombre possible de leurs structures et activistes. Mais, même avec les internationalistes les plus engagés dans les fonctions de direction des organisations affiliées – et la CSI est reconnaissante envers chacune d'elles – et les départements internationaux les plus dynamiques, ce travail ne pourra pas être réalisé. L'internationalisme doit plutôt être ancré le plus possible dans les centrales nationales qui composent la CSI, car ce n'est qu'ainsi qu'il peut espérer tirer profit de tout leur poids pour poursuivre ses objectifs. Ce n'est pas un espoir vain. L'expérience a prouvé qu'un grand nombre de syndicalistes sont intéressés par les questions internationales et s'y engageront – si et seulement si ils en ont l'occasion. Par conséquent, la CSI, conjointement avec ses organisations affiliées, doit examiner dans quelle mesure elles ont bien contribué à fournir ces opportunités et comment elles peuvent mieux agir.

130. Cet exercice nous conduit vers trois possibles améliorations. La première concerne les communications. Les représentants de la CSI qui collaborent avec les organisations affiliées sont tantôt découragés par le nombre élevé de syndicalistes qu'ils rencontrent et qui n'ont jamais entendu parler de la CSI, et tantôt sont exultés par ceux – moins nombreux – qui en ont entendu parler et connaissent, dans une certaine mesure, son travail. Tout au mieux, on peut affirmer que des progrès sont accomplis. Toutefois, ils ne sont pas suffisants au rythme actuel et la CSI doit, conjointement avec ses organisations affiliées, améliorer la transmission d'informations pertinentes et appropriées concernant son travail à une plus large audience syndicale nationale. Le Secrétariat de la CSI a de claires responsabilités à cet égard et il en va de même pour les organisations affiliées. On pourrait partir d'une évaluation de l'utilisation et de la promotion active par les organisations affiliées des informations et rapports actuels de la CSI et voir comment s'améliorer dans ce domaine. Lorsque le contenu des rapports de la CSI a réellement été repris – par exemple, le rapport sur l'écart salarial entre hommes et femmes –, les résultats ont été très positifs en termes de positionnement d'une question clef et de la CSI en tant qu'autorité mondiale. En général, la CSI doit également s'axer fermement sur l'offre d'informations adaptées qui répondent aux besoins et aux intérêts des organisations affiliées et celles-ci doivent veiller à ce qu'elles soient diffusées le plus largement possible.

131. La CSI a déjà acquis de l'expérience – et a remporté des succès notables – dans l'utilisation de vidéos et, plus récemment, d'instruments d'information basés sur le web, y compris les réseaux sociaux. La page de la CSI sur Facebook est consultée par de nombreux visiteurs et est utilisée stratégiquement pour véhiculer des messages clefs et les réactions à son canal vidéo sur YouTube ont également été très positives. De courtes vidéos sur le web ont été utilisées très efficacement pour atteindre les audiences au-delà de la portée habituelle de la CSI sur plusieurs questions, notamment la protection de la maternité et le travail des enfants. En outre, le Comité de la jeunesse a lancé un blog des jeunes de la CSI qui fournit un moyen fort réussi d'interaction entre les jeunes syndicalistes dans le monde entier et est utilisé avec une énergie et un effet impressionnants. Compte tenu du développement rapide de ces types d'instruments et des nouvelles possibilités qu'ils offrent, il est nécessaire de suivre attentivement l'évolution de ces nouveaux médias. Une partie considérable des efforts de la CSI en matière de communications doit être orientée dans ce sens. La nécessaire créativité permettra de dépasser l'image que certains peuvent avoir des syndicats comme organisations désuètes et sans intérêt.

132. La deuxième voie concerne la mobilisation des organisations affiliées par rapport aux questions syndicales internationales. Dès le début, et en quelque sorte à titre de test symbolique des capacités réelles du nouvel internationalisme, la CSI a décidé d'assumer le défi de la mobilisation en décidant lors du Congrès à Vienne de convoquer une journée d'action mondiale. C'est ainsi qu'a été lancé l'appel à la première Journée mondiale pour le travail décent le 7 octobre 2008, suivie d'une deuxième journée à la même date en 2009.

133. Les organisations affiliées ont généralement évalué de manière positive ces deux événements, qui ont placé des centaines de milliers de syndicalistes en contact direct avec la CSI pour la première fois. La CSI elle-même a beaucoup appris d'eux: la réactivité des organisations affiliées à l'appel à la mobilisation varie énormément et lorsqu'elles réagissent, elles le font de plusieurs manières et à diverses échelles; il est nécessaire d'identifier un thème global unificateur pour chaque Journée, qui puisse être adapté aux circonstances et aux priorités locales; la transmission et le partage d'informations sur les activités par les organisations affiliées sont essentiels au succès de la Journée dans la mesure où ils donnent le sentiment de faire partie d'une action mondiale; et la Journée peut contribuer énormément à promouvoir le profil de la CSI et une identification avec elle.

134. Par ailleurs, certaines questions sont restées sans réponse; le Congrès doit à présent choisir entre plusieurs alternatives de base en ce qui concerne la Journée. La plus évidente serait simplement de continuer d'organiser des événements similaires à ceux organisés en 2008 et en 2009 chaque année le 7 octobre. L'expérience a démontré les résultats auxquels on pouvait s'attendre et les organisations affiliées peuvent juger leur valeur, mais il convient de se demander si les mobilisations peuvent être maintenues au même niveau – ou même être améliorées – indéfiniment d'une année sur l'autre. Une deuxième option plus ambitieuse serait de convertir cette journée en une véritable journée mondiale de protestations et de manifestations massives autour de revendications clairement définies. Cette approche serait assez différente des activités plus légères et variées organisées durant les deux dernières années. Cette possibilité a été sérieusement examinée en 2009 lorsque, dans les circonstances dramatiques de la profonde crise mondiale, un certain soutien a été manifesté à l'idée que ce niveau élevé d'ambition était nécessaire et réalisable. Toutefois, on n'a pas agi en conséquence; une des raisons étant que, même si les circonstances politiques, économiques et sociales dans certains pays prédisposaient des organisations affiliées à passer à l'offensive, dans d'autres pays c'était justement l'inverse. Cependant, s'il faut comme condition préalable à ce type d'action totalement harmoniser à l'échelle mondiale les situations syndicales nationales, alors ce ne sera pas possible. La troisième option offerte au Congrès est de décider de ne pas poursuivre ce type de mobilisation, en considérant qu'elle a servi les objectifs de la CSI durant les premières années où elle s'est consolidée.

135. Compte tenu de tout son symbolisme et de sa visibilité, la Journée d'action mondiale pour le travail décent n'est qu'un exemple de mobilisation des organisations affiliées entreprise par la CSI. D'autres actions tournent autour de la situation des droits syndicaux dans certains pays – le Honduras, l'Iran, le Népal et la Turquie par exemple – mais également des représentations assurées par les organisations affiliées auprès des gouvernements à la suite des appels lancés dans le cadre de différentes demandes politiques, notamment les actions organisées récemment pour combattre la crise.

136. De telles actions peuvent s'assimiler à la troisième voie, ou en faire partie, en assurant un plus grand engagement des organisations affiliées autour du travail de la CSI, à savoir les campagnes. Il va de soi que les campagnes attirent de nombreuses organisations affiliées lorsqu'elles comprennent des objectifs pertinents et clairement définis, des délais fixés et des méthodes et activités bien considérées peuvent susciter l'attention du public et des médias. La campagne Play Fair, axée sur les Jeux olympiques et l'industrie mondiale d'articles et d'événements sportifs, a touché un très large public et a contribué au travail mené par les organisations affiliées et les FSI en vue de promouvoir la syndicalisation et la négociation collective. D'autres campagnes sur la violence contre les femmes ou contre la prolifération nucléaire ont également démontré leur valeur et il pourrait être fort bénéfique d'aborder d'autres priorités de la même manière. On ne peut s'attendre à ce que le Congrès spécifie, à ce stade, les objectifs des futures campagnes; toutefois, il pourrait prendre en considération les défis de la migration et de l'économie informelle à titre de priorités particulières. En tout cas, il peut stipuler qu'il veut une CSI capable de mener de manière créative des campagnes dans lesquelles les organisations affiliées seraient prêtes à s'impliquer.

Collaborer avec nos amis

137. Examiner si, comment et quand les syndicats doivent travailler avec des alliés parmi les organisations non gouvernementales et sur la scène politique a toujours été une question délicate – du moins à l'échelle internationale. Le débat n'est pas né avec la CSI mais celle-ci en a hérité et, sur la base des discussions engagées antérieurement, le Congrès à Vienne a pu prendre une position statutaire claire: la CSI devra développer des liens et une coopération avec d'autres organisations de la société civile et des groupements politiques afin de poursuivre ses objectifs sans compromettre l'indépendance syndicale.

138. La CSI a réalisé des progrès de différentes manières en établissant auprès des institutions internationales et des gouvernements son autorité à l'échelle mondiale comme la voix du syndicalisme international, comme en témoigne l'exemple du G20. Cependant, cette reconnaissance ne se traduit pas encore de manière équivalente par une large reconnaissance publique. Il est nécessaire de profiter de l'élan pris jusqu'à présent pour en faire un élément majeur au cours de la prochaine phase de développement de la CSI. Le succès dépendra dans une grande mesure de l'engagement actif des organisations affiliées autour de cet effort.

139. En ce qui concerne l'interaction avec les organisations de la société civile, une certaine résistance persiste parmi plusieurs organisations affiliées qui ont vécu une expérience directe de manipulation par le gouvernement des ONG à leur détriment ou qui ont été confrontées à des situations où les ONG ont cherché à s'approprier le rôle de représentation des syndicats. Toutefois, ce type de coopération a généralement bien fonctionné. La CSI a en effet largement été en mesure d'affirmer sa propre identité et son profil. De même, la protection de son indépendance et la poursuite de ses propres objectifs ont été sérieusement pris en compte.

140. Par conséquent, la CSI s'est de plus en plus trouvée aux côtés d'importants secteurs de la société civile et elle a pu compter sur leur compréhension et leur soutien aux objectifs syndicaux. Les progrès ont été particulièrement notables en matière d'environnement et de changement climatique, où il existe de fortes probabilités de désaccord, mais a également semblé manifeste dans d'autres domaines de coopération de longue date – le genre, les droits, le développement et la politique économique et sociale. A tous ces niveaux, le défi consiste souvent à concilier la nécessité de la CSI de promouvoir tout l'éventail d'objectifs de ses organisations affiliées avec l'approche exclusive adoptée par des partenaires de la société civile par rapport à des questions déterminées. Fréquemment, la décision la plus difficile est de dire «non» à la coopération. Les rejets peuvent être mal interprétés et pas appréciés mais sont, dans certains cas, nécessaires.

141. La collaboration avec des alliés politiques soulève une série de questions d'un autre type. Il faut non seulement sauvegarder l'indépendance syndicale avec vigueur dans ces cas, mais, comme la CSI est une Confédération de son propre aveu pluraliste, il s'avère aussi inapproprié qu'elle s'identifie avec tout parti spécifique ou qu'elle le soutienne. Elle doit plutôt envisager une coopération sur des thèmes spécifiques, au cas par cas, et exclusivement en fonction de ses propres objectifs. Des restrictions évidentes sont imposées à cette activité, qui doivent être respectées et non pas ignorées. Elles s'appliquent même à l'utilisation du vocabulaire. La CSI s'est réfugiée sous la protection vague et large des politiques «progressistes» - comme dans le cas du Forum progressiste mondial, son partenariat plus structuré et permanent à ce jour – en vue de préserver son indépendance par rapport à tout parti ou famille politique.

142. Cependant, les difficultés ne s'arrêtent pas là. Des obstacles sont également apparus en raison de l'absence de toute contrepartie politique crédible ou équivalente de la CSI à l'échelle mondiale et parce que les activités ont été trop focalisées jusqu'à présent sur l'Europe. On pourrait se demander si les pressions opérant sur les représentants politiques pour qu'ils défendent de forts intérêts nationaux ne nous empêchent pas réellement de compter sur un programme politique progressiste international autour de la mondialisation, lequel bénéficierait véritablement du soutien de partis appelés à influencer la prise de décisions à l'échelon national et dans le système multilatéral. Cette question est fondamentale par rapport aux objectifs du Congrès. En effet, pour que la CSI puisse concrétiser son ambition et changer radicalement la mondialisation, il faut une volonté et un compromis politiques considérables permettant de renverser ce modèle si bien enraciné. Les syndicats agissent dans ce sens beaucoup plus que la plupart des politiciens, mais une combinaison de leurs efforts semble être de plus en plus une condition nécessaire au succès.

Travailler pour vous

143. Le Secrétariat de la CSI – à Bruxelles, dans les Organisations régionales et dans ses autres bureaux aux quatre coins du monde – a de très importantes responsabilités envers toutes ses organisations affiliées. Il en est conscient et a démontré sa capacité à les assumer. Peut-être plus que les organisations affiliées d'ailleurs car c'est sa réalité quotidienne et le Secrétariat doit relever le défi de gérer les différentes cultures pré-existantes dans une organisation unifiée. Tous ceux qui sont présents à ce Congrès et ont participé à des fusions syndicales, comprendront que de telles situations ne sont pas dépourvues de problèmes et que, pour les surmonter, il faut être disposé à accepter le changement, à adopter de nouvelles habitudes, méthodes et idées, et à faire preuve de tolérance, respect ce qui requiert du temps. Telle est l'approche qui a été adoptée, à bon escient, et qui sera maintenue.

144. En outre, le Secrétariat a dû faire face à des circonstances qui sont familières à un grand nombre d'organisations affiliées qu'elle sert: de lourdes charges de travail dans certains cas, l'impossibilité de répondre à toutes les demandes des organisations affiliées, et un certain degré d'incertitude généré par la situation financière de la CSI, ont entraîné une réorganisation permettant une réduction des frais, telle qu'approuvée par le Conseil général en octobre 2009. Il incombe aux organisations affiliées d'évaluer le travail réalisé par le Secrétariat, même si celui-ci suit l'idée de défendre un objectif commun et un engagement à faire fonctionner la CSI en assurant les meilleurs niveaux de qualité et de réactivité à leurs besoins.

145. À ces bonnes intentions il convient d'ajouter une attention importante et systématique à l'efficacité et à l'organisation internes du Secrétariat. Des améliorations pourraient certainement être apportées à certains domaines, notamment la capacité de gestion à Bruxelles et l'élimination de procédures bureaucratiques inutilement lourdes. Malgré une réduction des coûts appliquée dans d'autres domaines, le Conseil général a décidé d'allouer des fonds supplémentaires à l'investissement dans la modernisation des systèmes de gestion de documents et de comptabilité, quelque peu dépassés. Des progrès essentiels ont également été réalisés pour surmonter de graves difficultés dans la gestion financière et renforcer celle des projets.

146. Dans une plus large optique, et dans le respect des dispositions minutieuses de ses Statuts, la CSI doit également s'assurer que ses différentes parties – Bruxelles, les Organisations et structures régionales et les bureaux locaux – communiquent et interagissent de manière optimale. Quels que soient les mérites du débat politique sur la cohérence globale et l'espace régional autonome, aucun d'entre eux ne peut servir de prétexte ou d'excuse à un manque d'information, de coopération ou de contribution adéquate à l'exercice des tâches confiées par les organisations affiliées. Dans ce cas également, les bonnes intentions de toutes parts doivent être accompagnées des systèmes appropriés d'organisation qui peuvent faciliter leur réalisation dans la pratique.

Le dernier mot

147. Le dernier mot sur le futur de la CSI et du nouvel internationalisme syndical revient aux organisations affiliées et à leurs délégué(e)s au Congrès. Les seuls arguments que le Secrétariat peut avancer pour obtenir leur soutien et leur engagement sont le travail réalisé depuis novembre 2006 et les idées présentées quant aux actions à mener au cours des quatre prochaines années. Les organisations affiliées jugeront les acquis obtenus à ce jour, les perspectives futures, ainsi que la manière dont l'internationalisme dont elles font partie à travers leur affiliation à la CSI contribue aux objectifs que leurs membres ont définis. Et c'est sur cette base qu'elles décideront de l'engagement politique, des ressources et des efforts qu'elles investiront dans leur organisation internationale.

148. Parallèlement, elles seront également attentives aux impératifs permanents de la solidarité internationale qui, dans le mouvement syndical, dépassent de manière singulière le calcul habituel des intérêts et des avantages. Toutefois, un autre facteur qui devra également être mis dans la balance a tout simplement trait au fait que l'avenir du nouvel internationalisme se trouve de manière décisive entre les mains des organisations affiliées de la CSI. Elles doivent déterminer ce qu'elles veulent de la CSI et les ressources qu'elles sont disposées à mettre à sa disposition, et c'est cette occasion qui leur est offerte à ce Congrès. De retour dans son pays, chaque organisation décidera alors comment intégrer, ou pas, l'internationalisme dans son travail quotidien et comment profiter tant des opportunités liées à l'affiliation à la CSI que de ses responsabilités en tant qu'artisan d'un nouvel internationalisme. Ces aspects seront tout aussi importantes, voire plus. Vancouver déterminera la marche à suivre mais ce seront les quatre prochaines années qui apporteront les réponses.

PROJET DE RÉOLUTION PRINCIPALE POUR LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONGRÈS

PARTIE I DE LA CRISE...

Le Congrès déplore le préjudice énorme infligé aux travailleurs et aux travailleuses par la crise actuelle qui s'est déclenchée à la suite de décennies d'application d'un modèle de mondialisation hostile aux travailleurs, aux pauvres et au développement. C'est à présent le peuple qui doit bénéficier de la mondialisation. Il est temps de passer de la crise à la justice mondiale.

Le Congrès reconnaît qu'en dépit de l'énorme souffrance qu'elle a causée, la crise offre également de nouvelles possibilités d'atteindre l'objectif établi dans le programme de fondation de la CSI de changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle devienne équitable et durable. Toutefois, des stratégies de sortie de crise mal conçues peuvent également perpétuer et accentuer les injustices et les inégalités du passé.

Le Congrès engage dès lors la CSI à intensifier son travail au cours des quatre années à venir afin d'obtenir une transformation de l'économie mondiale de sorte que celle-ci devienne équitable, inclusive et durable. Il reconnaît que la réalisation de chacun des objectifs statutaires de la CSI dépend de cette transformation et appelle toutes les organisations affiliées à contribuer avec leur force et leur solidarité à la tâche commune de son obtention.

Le Congrès identifie les six priorités suivantes dans la stratégie de la CSI en faveur de la justice sociale mondiale.

- **Un travail décent pour tous:** en commençant par promouvoir une mise en œuvre énergique du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT comme pièce maîtresse de stratégies anti-crise à forte intensité d'emplois, la CSI est chargée d'œuvrer pour que soient offertes des possibilités de travail décent à tous, en tant qu'objectif central de la politique économique et sociale.
- **La justice et l'équité sur le marché du travail:** combattre les inégalités accumulées du passé requiert le rétablissement de la justice et de l'équilibre sur les marchés du travail. La CSI est dès lors chargée: d'œuvrer pour le respect universel des droits fondamentaux des travailleurs; de promouvoir des niveaux supérieurs de syndicalisation et de couverture de la négociation collective; de combattre le travail précaire et informel; et de faire campagne pour combler l'écart salarial entre hommes et femmes et éliminer tous les autres types d'inégalité de genre au travail.
- **La réglementation des finances:** mettre l'économie financière au service de l'économie réelle est essentiel à une économie mondiale qui réponde aux véritables besoins humains. La CSI est dès lors chargée de faire campagne pour une réglementation efficace et adéquate des marchés et des acteurs financiers et pour une taxe internationale sur les transactions financières.
- **Un avenir durable à faibles émissions de carbone:** placer l'économie mondiale sur une trajectoire qui empêche un changement climatique catastrophique est essentiel pour préserver les emplois et le bien-être des travailleurs et des travailleuses dans le monde entier ainsi que pour le futur à long terme de la planète. La CSI est enjointe d'œuvrer pour une «transition juste» vers ce futur durable qui protège les intérêts des travailleurs et promeuve le travail décent.
- **Un nouveau modèle de développement:** le modèle actuel de mondialisation n'est pas parvenu à distribuer équitablement ses fruits. Il n'a pas réussi à offrir les possibilités d'un développement équilibré à tous les pays ni à ouvrir des voies décisives de sortie de la pauvreté et des inégalités profondément ancrées à l'échelle mondiale. La CSI est dès lors chargée d'œuvrer pour l'établissement d'un nouveau modèle de développement dans lequel tant les pays développés que les pays en développement assument leurs responsabilités respectives et partagées afin de s'assurer que tous bénéficient équitablement des fruits des progrès sociaux et économiques.
- **La gouvernance de la mondialisation:** la crise mondiale est une conséquence directe de l'échec de la communauté internationale à imposer une gouvernance adéquate du processus de mondialisation impulsé uniquement par la dynamique de la déréglementation, de la libéralisation et de la privatisation. Afin de corriger ses défauts et d'éviter de nouvelles crises, il est nécessaire de répondre dès maintenant au besoin manifeste de gouvernance. Par conséquent, la CSI est enjointe de promouvoir et de soutenir des initiatives en faveur de la gouvernance qui remplacent l'actuel fondamentalisme de marché par un engagement pour la cohérence des politiques en vue d'intégrer

une dimension sociale dans la mondialisation, faisant du travail décent un objectif politique primordial.

Le Congrès souligne les responsabilités spécifiques de la CSI envers les travailleurs et travailleuses les plus vulnérables et les plus défavorisés et l'appelle à prêter une attention toute particulière aux besoins des travailleurs/euses migrants et de ceux qui exercent des activités informelles.

Le Congrès reconnaît que l'engagement statutaire de la CSI au maintien et au renforcement de la paix est étroitement lié à l'obtention de la justice sociale. Il déplore l'existence de conflits qui continuent de se solder par un nombre élevé de morts et de briser la vie de nombreuses autres personnes ainsi que les niveaux élevés et croissants de dépenses militaires qui détournent les ressources nécessaires pour répondre à des besoins humains urgents. Il réengage la CSI à la cause de la paix et du désarmement et exhorte toutes les organisations affiliées à saisir toute occasion de les promouvoir.

PARTIE II

... À LA JUSTICE MONDIALE

Le Congrès reconnaît que la valeur pratique de la vision de la CSI en faveur d'une voie vers la justice sociale dépend de sa propre performance comme instrument fort, bien en vue et efficace de représentation des intérêts des travailleurs et des travailleuses dans l'économie mondiale. Il considère qu'il est fondamental que le mouvement syndical international fasse de l'instauration d'une justice mondiale une cause commune et examine de manière permanente l'ensemble de ses structures, de ses méthodes et de ses relations en vue de les améliorer davantage là où cela s'avère nécessaire.

Il se félicite dès lors des acquis de la CSI au cours de ses premières années d'existence. En reconnaissant les progrès accomplis, il insiste sur le fait qu'il reste beaucoup à faire pour poursuivre la construction du nouvel internationalisme syndical et exhorte toutes ses organisations affiliées à contribuer activement à ce processus.

Le Congrès accueille favorablement l'établissement des Organisations et des structures régionales de la CSI depuis le Congrès à Vienne ainsi que du Conseil des Global Unions. L'unification structurelle étant achevée, il met en exergue la nécessité que la CSI et ses Organisations régionales soient attentives au besoin de rester en contact permanent avec les organisations affiliées et soient réceptives à leurs opinions et besoins afin que l'internationalisme fasse partie intégrante de leurs activités.

Le Congrès se félicite du niveau de coopération entre la CSI et ses partenaires du groupement Global Unions, ainsi qu'avec la CES, et lance un appel à le renforcer davantage durant la prochaine période entre les Congrès.

Le Congrès appelle la CSI à faire preuve d'intransigeance dans son attachement aux principes de syndicalisme démocratique et indépendant et d'en faire le point de référence clef dans ses relations avec d'autres organisations syndicales internationales, régionales et nationales ainsi que dans toute décision concernant l'affiliation et les organisations associées.

En rappelant le caractère unitaire et pluraliste de la CSI, tel que défini dans ses Statuts, le Congrès souligne la responsabilité de toutes les organisations affiliées d'agir dans un esprit de solidarité mutuelle et de respect de leurs diverses inspirations et formes organisationnelles.

Le Congrès reconnaît que l'engagement fondamental de la CSI à la solidarité syndicale internationale doit trouver une expression concrète et pratique dans son travail. Il appelle à un plus grand renforcement et développement des actions en faveur des organisations affiliées qui sont menacées et invite tous les affiliés à y participer, ainsi qu'à la poursuite de la publication du Rapport annuel de la CSI sur les violations des droits syndicaux.

Le Congrès considère que le Fonds de solidarité demeure un instrument d'une importance capitale pour la capacité de la CSI à fournir une aide aux organisations qui en ont besoin, exprime sa profonde reconnaissance aux organisations affiliées qui y contribuent et exhorte d'autres organisations à en faire de même. Toutefois, malgré les efforts déployés, il reconnaît que le Fonds n'a pas encore développé son potentiel maximum. Il charge dès lors le Secrétariat de renouveler et d'intensifier ses efforts afin de revitaliser le fonctionnement du Fonds de sorte qu'il devienne le vecteur réellement dynamique de la solidarité qu'il peut et doit être.

Le Congrès se félicite des progrès accomplis dans l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie globale de la CSI en matière de coopération au développement, en particulier à travers le Réseau syndical de coopération syndicale. Il appelle à nouveau toutes les organisations affiliées à contribuer à la stratégie dans des conditions de coopération et d'ouverture et à la poursuite de la coopération des Organisations régionales afin de garantir qu'elle serve à remplir le mandat constitutionnel de la CSI concernant le renforcement de l'adhésion et des capacités syndicales.

Le Congrès rappelle que le succès du nouvel internationalisme dépend essentiellement de la réussite de la CSI à impliquer, étroitement et de manière permanente, les organisations affiliées dans son travail et à unir leur force afin d'atteindre les objectifs qu'elle poursuit. Il exhorte la CSI à consolider davantage la participation des organisations affiliées dans son travail à travers:

- La transmission appropriée d'informations pertinentes concernant le travail mené par la CSI afin de susciter le plus grand intérêt possible et d'obtenir la plus large participation de ses organisations affiliées. À cette fin, l'utilisation de médias innovateurs basés sur le web peut être considérée comme un point de départ encourageant sur lequel elle peut se baser et qui doit être renforcé;
- La mobilisation des organisations affiliées sur des questions internationales clefs. Compte tenu de l'expérience positive des deux premières Journées mondiales pour le travail décent, le Congrès charge le Conseil général de prendre des dispositions pour l'organisation d'une troisième Journée le 7 octobre 2010 et appelle toutes ses organisations affiliées, sans exception, à contribuer à son succès;
- Des campagnes sur des questions bien en vue et qui aient un impact significatif sur les médias et l'opinion publique avec une large participation de syndicalistes à tous les niveaux.

Le Congrès reconnaît qu'une coopération réussie avec la société civile et les organisations politiques, conformément aux critères fixés dans les Statuts, revêt une importance capitale pour promouvoir les valeurs et les objectifs de la CSI. Il accueille favorablement les progrès accomplis par cette coopération pour élever le profil et l'influence de la CSI au-delà du mouvement syndical et appelle à sa poursuite.

Quatre ans après sa fondation, le Congrès exprime son adhésion inconditionnelle aux principes et aux ambitions de la CSI et sa ferme conviction que l'unification des forces démocratiques et indépendantes du syndicalisme mondial a démontré tant ses bénéfices que son potentiel. Les conditions de crise mondiale qui prédominent au moment de la réunion du Congrès le renforcent dans son adhésion au nouvel internationalisme syndical. Il exhorte toutes les organisations affiliées et toutes les autres organisations syndicales démocratiques et indépendantes à se joindre à la lutte commune menée par la CSI pour un meilleur futur plus équitable pour tous les travailleurs/euses du monde entier.

NOTES

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There is no text or other markings on the paper.

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



CSI

5 Bld du Roi Albert II, bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique

Tél.: +32 2 2240211, télécopie: +32 2 2015815

Courriel: info@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>